

La presse devant le krach d'une banque catholique : L'Union Générale (1882)

Jeannine Verdes

Citer ce document / Cite this document :

Verdes Jeannine. La presse devant le krach d'une banque catholique : L'Union Générale (1882). In: Archives de sociologie des religions, n°19, 1965. pp. 125-156;

doi : <https://doi.org/10.3406/assr.1965.2576>

https://www.persee.fr/doc/assr_0003-9659_1965_num_19_1_2576

Fichier pdf généré le 24/04/2018

LA PRESSE DEVANT LE KRACH D'UNE BANQUE CATHOLIQUE : L'UNION GÉNÉRALE — 1882

Nous nous proposons de montrer, à propos du krach de l'Union Générale, comment se constitue l'image d'un scandale. Entre le moment où l'affaire est pressentie, apparaît comme une menace, et le moment où l'opinion s'en désintéresse, les informations, les révélations, les explications se succèdent et se répondent ; l'analyse des commentaires quotidiens montre l'évolution de cette notion de scandale.

Nous avons quelque peu perdu de vue la portée singulière du krach de l'Union Générale ; mais il parut exceptionnel aux contemporains ; il l'est aussi par ses conséquences immédiates ou plus tardives. Ses effets sont multiples : affaiblissement du parti monarchiste, réorientation de la presse catholique et formation du mouvement antisémite, ou plutôt, transformation en une fraction antisémite — qui devient un véritable parti en 1890 — d'un antisémitisme vaguement ressenti et confusément exprimé.

Le krach a précipité un double courant antisémite : l'un, populaire, l'autre, littéraire, pseudo-sociologique. Du premier courant : antipathie vague, méfiance, prévention séculaire, des opuscules qui ont pour but de rectifier l'image que le peuple se fait du juif sont autant de preuves (1). Le second courant est sans influence sur l'opinion ; Toussenel et Capefigue, le premier avec : *Les Juifs, rois de l'époque. Histoire de la Féodalité financière*, paru en 1845 (2), le second avec son *Histoire des grandes opérations financières*, parue de 1855 à 1860 (3), exagérant

(1) Cf. par exemple, *Du préjugé vulgaire qui se rattache au mot juif*, par J. N. dit Lazare. Paris, Bernard, 1850, 16 p. (L'auteur précise — pp. 3 et 4 — qu'il s'adresse à la classe ouvrière).

(2) TOUSSENEL écrit : « J'appelle, comme le peuple, de ce nom méprisé de juif, tout trafiquant d'espèce, tout parasite improductif, vivant de la substance et du travail d'autrui. Juif, usurier, trafiquant sont pour moi synonymes » (XXV). Il identifie juif et protestant : « L'Anglais, le Hollandais, le Genevois, qui apprennent à lire la volonté de Dieu dans le même livre que le Juif, professent pour les lois de l'équité et les droits des travailleurs le même mépris que le juif » (XXVIII). Cité d'après la 3^e édition, Paris, Marpon et Flammarion, 1886, 2 vol., XLVII-305 et 310 p.

(3) *Histoire des grandes opérations financières*, banques, bourses, emprunts, compagnies industrielles, etc. Paris, Amyot, 1855-1860, 4 vol., (voir en particulier le tome 3 : *Emprunts, bourses, crédit public* — Grands capitalistes de l'Europe, 1814-1852, paru en 1858, et le tome 4 : *Compagnies industrielles et commerciales* — Canaux, Ponts, Chemins de fer, Crédits foncier et mobilier, depuis le Moyen Age jusqu'à nos jours, paru en 1860).

d'une façon fantastique le pouvoir des juifs, donnent naissance au mythe de la finance juive, internationale — qui succède au mythe de la Banque protestante, cosmopolite, florissant pendant le siècle pré-révolutionnaire. Et, si l'on s'en tient à la France, on ne saurait oublier l'antipathie qu'expriment Proudhon et Fourier, et la haine qui, selon A. Regnard, était « à l'ordre du jour parmi les jeunes révolutionnaires de la fin de l'Empire, surtout dans le groupe hébertiste auquel appartenait Tridon » (4). Avec le krach, une cristallisation s'opère ; il est pris comme une illustration de la mise en équation, vieille de plusieurs décennies, du judaïsme et du capitalisme (5). Désormais, le procédé du dénigrement collectif est appliqué lors de tous les scandales, toutes les affaires, où un nom ayant quelque apparence juive est cité. La propagande d'abord noyée dans la tourmente boulangiste est cependant loin d'être stérile. Personne ne s'y trompe quand, devant les délires et les haines que soulève l'Affaire Dreyfus, on s'efforce de rechercher les origines de ce mouvement. De nombreux livres tentent de répondre à cette question ; en remontant le temps, ils trouvent le scandale de Panama (1892-1893), la naissance de *La Libre Parole* (20 avril 1892), la création de la *Ligue Nationale Anti-Sémitique de France* (4 septembre 1889), *La France Juive*, d'Edouard Drumont (1886), enfin le krach de l'Union Générale (1882). Mermeix s'inquiétant dès 1892 de l'agitation antisémite écrit :

« ...en 1882, survint le krach de l'Union Générale et de cette catastrophe financière date vraiment la Fronde antisémitique de France » (6).

« Une foule d'intérêts, intérêts particuliers et intérêts d'Etat, s'étaient momentanément ligués contre l'Union Générale. On ne démêla pas tout de suite cet écheveau. M. Bontoux dénonça les banquiers juifs comme les seuls auteurs d'un désastre que ses fautes avaient préparé et que la politique intervenant au jour suprême avait rendu irréparable. Des journaux, puis ses actionnaires, répétèrent la dénonciation.

Elle fut acceptée comme parole d'Évangile par les victimes du krach, dans la bourgeoisie distinguée et dans le monde ecclésiastique » (7).

Quelques années plus tard, une enquête est entreprise par Henri Dagan auprès de diverses personnalités : E. Picard, Levasseur, A. Loria, Zola, Renard, Guyot, Réville, E. Reclus, G. de Molinari, Charles Gide, Durkheim (8). Selon

(4) ALBERT REGNARD, *Aryens et Sémites. Le Bilan du Judaïsme et du Christianisme*, Paris, Dentu, 1890, 298 p. (p. 6). GUSTAVE TRIDON, ancien membre de la Commune, avait écrit, avant 1871 : *Du Molochisme juif, études critiques et philosophiques* (édité à Bruxelles, en 1884, chez Maheu, 231 p.).

(5) Cette égalité eut-elle un jour un sens ? En tout cas, comme l'écrit ROSDOLSKY, déjà en 1844, elle était inexacte, « non seulement parce que le capitalisme avait dépassé depuis longtemps ses « formes antédiluviennes » — le capital marchand et usuraire juif — mais encore parce que les juifs perdaient de plus en plus leur caractère de peuple marchand par excellence, à la suite de la différenciation croissante des classes capitalistes, pour devenir, d'un « peuple-classe », une nationalité moderne ». R. ROSDOLSKY, « La Neue Rheinische Zeitung et les juifs », *Cahiers de l'Institut de Science Economique Appliquée*, 1963, Etudes de Marxologie, 7, pp. 53-71 (p. 22).

(6) MERMEIX, *Les antisémites en France. Notice sur un fait contemporain*, Paris, Dentu, 1892, 90 p. (p. 22).

(7) *Ibid.*, p. 39.

(8) HENRI DAGAN, *Enquête sur l'antisémitisme*, Paris, Stock, 1899, VII-98 p. Notons l'essentiel de la réponse de Durkheim (pp. 59-63) : « Quand la société souffre, elle éprouve le besoin de trouver quelqu'un à qui elle puisse imputer son mal, sur qui elle se venge de ses déceptions ; et ceux-là sont naturellement désignés pour ce rôle auxquels s'attache déjà quelque défaveur de l'opinion. Ce sont les parias qui servent de victimes expiatoires ».

Georges Renard, l'agitation antisémite est « un épisode de la réaction cléricale qui commença de 1880 à 1885, qui séduisit la bourgeoisie riche affolée par la peur des réformes sociales... Elle fut à l'origine une revanche des banques catholiques entraînées dans une catastrophe mémorable par une coalition de banquiers juifs (affaires Bontoux, Philippart...) » (9). Pour Yves Guyot, « Brunetière a raison quand il considère l'antisémitisme comme la revanche de toutes les victimes du 16 mai contre la République » (10).

Au cours d'une conférence faite à la Société des Etudes Juives, en 1907, Levaillant estime que

« on peut affirmer avec une certitude presque absolue que c'est à l'instant précis où l'Union Générale a sombré, qu'a germé l'idée qui a été le principal levier de la propagande antisémite et qui a consisté à rendre les juifs responsables en bloc de toutes les calamités publiques » (11).

Pour Arthur Meyer également, « l'effondrement de l'Union Générale est certainement une des causes du développement de l'antisémitisme en France » (12). De tels jugements se trouvent confirmés par ce qu'écrit Jean Bouvier dans une étude récente sur les Rothschild :

« La chute de l'Union Générale fut, en France, une affaire politique considérable ; les éléments conservateurs, qui s'étaient d'enthousiasme, embarqués dans la galère, accusèrent de leur échec « les juifs », les « francs-maçons », les radicaux, la République, « la gueuse » (...) Toutes les contradictions et les misères qu'engendrait naturellement l'évolution du système économique de la « libre entreprise » furent mises au compte du juif. Le délire antisémite avait trouvé là matière à se répandre et à consumer les capacités de réflexion de ceux qui en étaient saisis » (13).

Il est inutile de multiplier les textes ; la relation entre le désastre financier et l'antisémitisme fut perçue dans des milieux très divers. Par contre, les répercussions que cet événement eut sur la droite catholique sont mal connues, et même dans les ouvrages récents, elles sont généralement négligées. Toutefois, dans un article consacré au cinquantenaire du Ralliement, E. Préclin remarque qu'après le krach, « l'aristocratie royaliste qui tint à se libérer de ses obligations lors des échéances successives, fut par là, mise en difficulté. Dès lors, elle ne fut plus en mesure d'imposer ses directives politiques à sa presse » (14).

Après 1882, la presse catholique prend une nouvelle orientation ; dorénavant elle évite de se proclamer royaliste, se libérant ainsi d'une solidarité dont elle venait d'éprouver le danger, mais sans pour autant modérer ses attaques contre les lois et les institutions républicaines. En fondant *La Croix* (15), l'idée du P.

(9) *Ibid.*, p. 22.

(10) *Ibid.*, p. 29.

(11) LEVAILLANT, *La genèse de l'antisémitisme sous la Troisième République*. Conférence faite à la Société des Etudes Juives, le 14 avril 1907. Paris, Durlacher, 1907, 28 p. (p. 14).

(12) Arthur MEYER, *Ce que mes yeux ont vu*, Paris, Plon, 1911, xxiv-433 p. (p. 335).

(13) Jean BOUVIER, *Les Rothschild*, Paris, Club Français du Livre, 1960, 257 p. (pp. 226-227).

(14) Edmond PRÉCLIN. « Le Ralliement et son cinquantenaire, 1893-1943 », *Revue d'Histoire de la Philosophie et d'Histoire générale de la Civilisation*, 39-40, juill.-déc. 1944, pp. 226-261.

(15) Bien que reprenant le titre de la revue mensuelle *La Croix*, lancée le 1^{er} mars 1880 par le P. d'Alzon aidé du P. Bailly, cette *Croix* quotidienne lancée le 16 juin 1883 constitue un nouveau journal.

Picard et du P. Bailly était de la placer « en dehors et au-dessus des partis » et d'en faire un organe exclusivement catholique qui jugerait les événements au point de vue religieux » (16). Ce fut le centre des nombreuses publications de la Maison de la Bonne Presse qui, pendant longtemps, eut le quasi-monopole de la presse catholique.

Toutes ces conséquences montrent l'intérêt de ce krach. Il eut pour les contemporains, avons-nous dit, une très grande importance. La quantité de brochures publiées l'année même, l'abondance des articles de presse en janvier-février 1882, le prouvent. En outre, le krach fut repris par intervalles dans la presse pendant plus de 20 ans. Le livre d'Eugène Bontoux : *L'Union Générale, sa vie, sa mort, son programme* (17), publié en 1888, « devint promptement, écrit le magistrat L. Lœw, une arme dans les luttes politiques à l'occasion des élections municipales de 1890. Surtout la presse, les réunions publiques s'en sont emparées dans l'intérêt des candidatures désignées comme cléricales » (18).

« Chaque fois qu'un événement politique ranimait les espérances du parti cléricale, écrivait-il encore, l'affaire de l'Union Générale était reprise comme un ferment pour surexciter les masses, et le magistrat qui avait poursuivi, désigné à l'animadversion publique comme ayant été l'exécuteur des hostilités conjurées contre une puissance financière catholique. Ces attaques furent portées à leur apogée lors du procès de révision Dreyfus. Appelé comme Président de la Chambre Criminelle à diriger l'instruction, on savait que je ne faillirais pas au devoir(...) l'on crut ne pouvoir mieux faire que de réveiller les souvenirs de l'Union Générale. On fit sortir de sa léthargie le fantôme du syndicat juif dont j'aurais été l'organe » (19).

En 1902, mettant à profit l'affaire Humbert, *Le Gaulois* reprenait les accusations de concussion contre l'ancien Garde des Sceaux, dans un article de première page titré « La plus grande infâmie du siècle » (20 juin) et, suivi par *La Libre Parole* (2 septembre), relançait la polémique, à laquelle *L'Aurore* répliqua par une série d'articles (20).

Si les controverses eurent tant de violence, et pendant si longtemps, c'est que la débâcle de l'Union Générale n'était pas celle d'un homme, Bontoux — mais celle d'une catégorie sociale, dont le 16 mai avait déjà marqué la faillite politique, et qui avait alors cherché des compensations. De ces conservateurs, Chirac écrit :

« Etant expulsés de la majorité, ils ne pouvaient plus combattre sur le terrain politique (...) ils s'étaient réfugiés dans les congrégations financières et là, ils avaient, depuis longtemps, comploté de frapper un grand coup dans le cœur même de leurs rivaux, c'est-à-dire dans leur coffre-fort » (21).

(16) R. KOKEL, *Vincent de Paul Bailly, un pionnier de la presse catholique*, Paris, Maison de la Bonne Presse, 1957, 234 p. (p. 138).

(17) Paris, Savine, 1888, 254 p.

(18) Louis LOEW, *Une page d'histoire financière. La vérité sur l'Union Générale par un magistrat*. Paris, Fischbacher, 1905, 240 p. (p. 15).

(19) *Ibid.*, p. 17-18.

(20) *L'Aurore* (BN, Pér., Gr. fol. LC² 5691) 19, 20, 21, 24 juin, 17 juillet, 6 et 7 septembre 1902 ; ces articles, parus sans signatures, ont été reproduits en brochure : Albert MATHIAS, *Simple histoire d'un scandale politico-financier. L'Union Générale et la République*, Paris, Publications de l'Aurore, 1902, 15 p.

(21) Auguste CHIRAC, *L'agiotage sous la III^e République, 1870-1887*, Paris, Savine, 1888, 2 vol., VIII-360 et 360 p. (t. 1, p. 315) (Bibliothèque Antisémite).

Ils s'étaient vu vaincus aussi sur le terrain des affaires. Comment cette ancienne couche dirigeante n'aurait-elle pas été violente et accusatrice ?

Outre cette importance politique considérable, le krach de l'Union Générale présente un grand intérêt en ce qu'il permet de poser de façon concrète le problème fondamental de la relation entre la confession religieuse et l'activité économique ; les polémiques lancées dans le public à propos du krach de l'Union Générale se placent sur le terrain religieux. L'existence des mythes (« Finance juive », « Banque catholique ») ou la persistance des idées concernant les juifs et le prêt usuraire, montrent que ce problème d'une relation entre le spirituel et l'économique était vivant dans l'opinion. Cette affinité apparaissait évidente. Hors de toute recherche sur l'existence véritable d'une finance juive ou catholique, nous pouvons voir ici comment ces mythes vivent sous la forme du scandale.

L'ESSOR DE L'UNION GÉNÉRALE.

Avant d'analyser les attitudes collectives face au krach et la compréhension que les auteurs et les contemporains en ont eue, nous devons retracer brièvement les étapes essentielles de l'essor de l'Union Générale (22).

Une première Union au capital modeste avait été constituée en 1875, avec le dessein affiché de regrouper des capitaux catholiques et de jeter les bases d'une Banque catholique. Il était prévu que si l'entreprise prospérait, tous les développements qu'elle comportait lui seraient donnés : opérations avec les congrégations, mouvements de fonds des missions, constructions d'établissements scolaires... (23). Une circulaire parle d'arracher « les grandes forces du capital associé... aux israélites et aux protestants » (24).

La seconde Union fut fondée en mai 1878. Lorsque Bontoux accepta de présider l'Union — puisqu'il affirma toujours n'y être entré que tardivement, et malgré son incompetence financière, par amitié pour ses amis qui le sollicitaient — il avait de grands projets : d'abord les affaires, mais aussi deux projets d'un autre ordre qu'il décrivit plus tard : *le Trésor de Saint-Pierre* et *le Trésor de la Charité Catholique*. « Je croyais possible, dira-t-il, de travailler avec la puissance conquise dans le champ des intérêts, au profit de la plus grande des causes, au profit de la liberté religieuse » (25). De très nombreux nobles et ecclésiastiques comptaient parmi les actionnaires et les clients ; Bouvier parle même du Pape, du cardinal-secrétaire (26) et bien sûr, du Comte de Chambord. Le Conseil d'administration comprenait entre autres : le marquis de Banneville, le marquis de Biencourt, A. de la Bouillerie, le prince de Broglie, le vicomte Mayol de Luppé,

(22) Sous le titre *Le krach de l'Union Générale, 1878-1885* (Paris, PUF, 1960 308 p.), Jean BOUVIER a publié un ouvrage d'histoire économique et financière qui replace la vie de l'Union Générale dans celle des groupes bancaires, étudie la concurrence des entreprises financières à l'échelle européenne, et analyse l'installation de la dépression économique dans la région de Lyon pendant les années 1881-1885.

(23) Un *Appel aux catholiques* définit les intentions de la Banque : « grouper les forces financières des catholiques, constituer ainsi à leur profit une puissance qui leur manque, et qui se trouve tout entière entre les mains des adversaires de leur foi et de leurs intérêts » (*Appel aux catholiques*, 10 août 1875, cité par BOUVIER, *Le krach...*, *op. cit.*, pp. 22-23).

(24) Circulaire du 16 août 1875, citée par BOUVIER, *ibid.*, p. 23.

(25) Eugène BONTOUX, *L'Union générale*, *op. cit.*, p. 243.

(26) Jean BOUVIER, *Les Rothschild*, *op. cit.*, p. 224.

le comte Eugène de Meüs, M. de Montgolfier, le comte Razan, le comte Charles de Villermont, et Eugène Vuillot, frère de Louis Vuillot (27).

L'Union Générale s'engagea dans de nombreuses participations financières et industrielles, en France et dans certains pays étrangers, mais son centre d'action fut l'Autriche-Hongrie : « aucune banque ne peut prétendre avoir réuni quelque chose d'équivalent aux entreprises viennoises de Bontoux » (28). Pourquoi l'Autriche ? Pour des raisons semblables à celles qui, une quinzaine d'années auparavant avaient attiré le Belge Langrand-Dumonceau. Le Concordat signé à Vienne le 18 août 1855, et promulgué comme loi d'Etat le 5 novembre, avait renforcé l'absolutisme et accru l'influence du Haut Clergé ; aux yeux de Langrand-Dumonceau et Bontoux, tous deux promoteurs d'une puissance financière catholique, l'Autriche était la terre chrétienne par excellence. Bontoux obtint de devenir le banquier du nouveau chef du gouvernement, le très conservateur Taaffe. A l'automne 1880, l'Union aida la Banque des Pays Autrichiens (*Oesterreichische Länderbank*) à se constituer. Bontoux apparaissait ainsi sur le marché viennois qui était alors dominé par deux groupes financiers : le plus puissant était le groupe Rothschild avec qui collaboraient de grandes banques berlinoises, entre autres Bleichröder, et les Oppenheim de Cologne. Le second groupe s'était constitué autour du Crédit Foncier Autrichien (*Bodenkreditanstalt*) et comprenait la *Deutsche Bank* de Berlin, Paribas et le *Wienerbankverein*.

La banque nouvelle fut assez mal accueillie et le placement des actions de la *Länderbank* se fit surtout en France. Au printemps 1881, en accord avec le cabinet Taaffe, la *Länderbank* et l'Union obtinrent la concession des chemins de fer serbes, et dès lors, Bontoux visait Salonique et Constantinople, par la jonction avec les Chemins de fer ottomans.

« Dans le monde financier européen, à Berlin, à Vienne, ce fut une levée de boucliers contre « l'outsider ». Certes, Bontoux avait des appuis à Vienne, des amitiés à Paris (...). Mais il ne dérangerait pas seulement la situation ancienne des Rothschild en Autriche-Hongrie par ses créations diverses. Il se mit à dos la *Staatsbahn* qui, pour sa part, voulait aussi prolonger ses lignes hongroises dans les Balkans » (29).

Selon Bouvier, « il est à peu près certain que si assassinat il y a eu, le groupe de la *Staatsbahn* pouvait être du côté des coupables » (30).

Si l'essor considérable et rapide que connut l'Union est le « reflet » du cycle économique de 1878-1882, si la croissance se fit sur des bases réelles, elle fut aussi due à des opérations plus risquées, imprudentes, voire délictueuses. Nous verrons dans la presse ce que fut la fièvre de jeu qui gagna à peu près toutes les couches sociales, à l'exclusion toutefois du prolétariat d'usine. La hausse des cours fut prodigieuse à la fin de 1881 ; de nombreux journaux ne cessaient d'avertir le public que la baisse qui viendrait inévitablement serait brutale. Elle vint et finit par atteindre les actions de l'Union qui avaient d'abord résisté ; la journée du

(27) Ces deux derniers avaient participé, 20 ans auparavant, aux entreprises du Belge Langrand-Dumonceau. Cf. G. JACQUEMYS, *Langrand-Dumonceau, promoteur d'une puissance financière catholique*, Bruxelles, Université Libre, 1960-1964, 4 vol. parus ; c. r. *infra*, n° 155.

(28) J. BOUVIER, *Le krach...*, *op. cit.*, p. 58.

(29) Jean BOUVIER, *Les Rothschild*, *op. cit.*, p. 225.

(30) J. BOUVIER, *Le krach...*, *op. cit.*, p. 104.

La Staatsbahn (Compagnie des Chemins de Fer de l'Etat Autrichien) était une société privée, fondée par un groupe franco-autrichien, émanation des Péreire. En 1882, c'étaient Paribas et le Crédit Lyonnais qui en étaient les banquiers.

19 janvier qui fit annoncer à Guesde « le krach définitif » (31) fut décisive. Dès lors, l'Union agonisait. Bontoux revenu aussitôt d'Autriche chercha de l'aide, mais après diverses négociations, sa Banque dut cesser les paiements le 28 janvier ; il convoqua ses actionnaires en assemblée extraordinaire pour le 3 février. Mais le 2, il fut écroué à la Conciergerie en même temps que le directeur Jules Fédér.

LA PRESSE ANTI-RÉPUBLICAINE EN 1882.

A l'*Intransigeant* comme au *Clairon*, on cria au scandale ; mais d'un côté, on vit « un gros scandale clérical » (32) ; de l'autre, on parla de la crise financière comme d'un scandale républicain. La presse fut évidemment très divisée devant cette affaire grosse de conséquences politiques ; mais la séparation ne se fit pas simplement entre presse catholique et presse anticléricale, c'est-à-dire presse anti-républicaine et presse républicaine : on trouva parfois *Le Citoyen* en accord avec *Le Pèlerin*, l'*Intransigeant* du même avis que *Le Figaro*, *Le Soleil* approuvant le Garde des Sceaux comme *La République Française* ou *Le Radical*... Nous allons tenter de donner, à travers 20 journaux (dépouillés sur la période du 15 janvier au 20 février, lendemain de la mise en liberté de Bontoux et Fédér) l'image que les contemporains se firent du krach, les causes qu'ils lui trouvèrent, les conclusions qu'ils en tirèrent.

La presse donna au krach une diffusion que jamais encore scandale n'avait eue ; elle s'était vue accorder une liberté complète (Loi du 29 juillet 1881), et, bénéficiant des conditions générales du progrès scientifique et technique, elle pouvait atteindre des tirages élevés, en même temps qu'elle assurait une information plus rapide et une distribution régulière. D'après l'*Annuaire de la Presse* (33), 209 journaux financiers et 70 journaux politiques paraissaient à Paris en 1882 ; 46 représentaient les diverses tendances républicaines, 10 le courant légitimiste, 9 étaient orléanistes et 5 bonapartistes. Nous avons retenu 20 journaux : 9 choisis parmi les courants de droite et 11 parmi les nuances républicaines. Le nombre relativement élevé de journaux anti-républicains dans notre échantillon, se justifie par la nécessité de connaître à propos de l'Union Générale — Banque catholique —, les opinions des catholiques eux-mêmes. Indépendamment de leur intégration dans le monde catholique et de leur tirage, certains journaux s'imposent en raison de leurs liens avec la Banque ; ainsi *L'Univers*, *L'Union* — outre leur titre de catholicité — nous intéressent car ils étaient tous deux dirigés par des administrateurs de l'Union Générale (le premier par Eugène Vuillot qui succédait à son frère Louis Vuillot, le second par le vicomte Mayol de Luppé) ; de même, *Le Clairon* parce que l'Union Générale en détenait un grand nombre d'actions. Outre ces trois journaux, nous avons retenu *Le Monde*, *La Défense*, *Le Figaro*, *Le Pays*, *Le Soleil*, quotidiens, et un hebdomadaire : *Le Pèlerin* (« catholique » et non « politique »). *Le Monde*, dont Zola disait qu'il n'était que « le reflet de *L'Univers* » (34), est utile parce qu'étant justement très proche idéologiquement de *L'Univers*, il n'a pas comme lui de liens directs avec l'Union

(31) *Le Citoyen*, dimanche 22 janvier 1882.

(32) *L'Intransigeant*, dimanche 5 février 1882.

(33) *Annuaire de la Presse Française*, 1882, par Emile MERMET. Paris, chez l'auteur, 1080 p. Ces chiffres, s'ils ne sont pas absolument rigoureux, fournissent au moins un ordre de grandeur.

(34) Emile ZOLA, « La presse parisienne », dans *Etudes de presse*, 1956, vol. VIII, n° 15 et 16, pp. 261-278 (il s'agit d'un texte paru en août 1877 dans la revue russe *Le Messager de l'Europe* ; le texte français n'a pas été retrouvé. Les *Etudes*(...), publient une traduction d'Alexandre Trifounovitch).

Générale ; on a quelque idée de ce qu'était ce journal quand on sait que jusqu'en 1879, il publiait les Encycliques du Pape en latin.

La Défense, création de Mgr Dupanloup, passait pour l'organe autorisé de Léon XIII en France. La pensée du journal avait été de s'écarter de la politique, mais s'il n'était en effet inféodé à aucun parti politique — contrairement à *L'Union* par exemple — il se montrait résolument conservateur, favorable à une forme monarchique et il nous semble qu'il mérite mal sa réputation de modérantisme politique (35).

Par contre, *Le Soleil*, organe orléaniste, fait preuve d'un modérantisme réel et de sobriété dans les informations ; il évite toujours les condamnations passionnées et l'insulte, dont peu de journaux savaient s'abstenir. L'invective, les jugements violents, les cris de haine servent au contraire quotidiennement de pensée au *Pays*, où le bonapartiste Paul de Cassagnac réclame jour après jour la destruction de la République comme remède à tous les maux. Cassagnac s'est toujours posé en défenseur de la religion catholique : « ...j'aime par dessus tout ma religion catholique, pour laquelle je me ferais joyeusement tuer » (36) ; et Morierval qui lui a consacré un article dans l'Encyclopédie *Catholicisme, hier, aujourd'hui et demain*, juge qu'il « défendit avec bravoure, éloquence et talent les catholiques mais à sa manière » (37).

Le Figaro n'a pas besoin d'être présenté. *Le Pèlerin* au contraire nécessite quelques remarques ; organe du Conseil Général des Pèlerins, il devient avec l'entrée du P. Bailly, en décembre 1876, un journal populaire ; son style, sa présentation, ses illustrations en témoignent. « Il va chercher le lecteur, écrit Charles Ledré, et s'il le faut, le provoque par l'anecdote facile, la caricature batailleuse. Ses adversaires traitent la publication « d'insensée, d'idiote ». Mais la clientèle a cessé de se refuser. Elle arrive, afflue » (38). Même si on accueille avec prudence le chiffre de 80.000 exemplaires proclamé par *Le Pèlerin* en janvier 1882, il est certain qu'il avait une large audience. Il a été le point de départ de toute une floraison de journaux catholiques édités par la Maison de la Bonne Presse qui tenta de promouvoir une presse catholique, moins politique ; cette presse a joué un grand rôle dans l'évolution de la politique républicaine à la fin du XIX^e siècle.

Un mot enfin du *Clairon*, fondé en 1880 par Jules Cornély et onze anciens rédacteurs du *Gaulois* ; nous l'avons dit, l'Union Générale détenait cent actions du *Clairon* et Bontoux en contrôlait les articles financiers, grâce à une « Société de Publicité Universelle » qu'il avait créée. C'est le journal le plus souvent cité par *Le Monde* ; *Le Pays* le cite également beaucoup (moins toutefois qu'il ne cite *Le Figaro* et *Le Mot d'ordre*).

LA PRESSE RÉPUBLICAINE EN 1882.

Du côté républicain, nous avons sélectionné 11 journaux dont deux ayant des caractères particuliers : *Le Petit Journal*, qui s'imposait par son tirage, et

(35) Qu'on lise par exemple, les éditoriaux de Denais contre Gambetta « le fou furieux », l'alcoolique, bon pour Sainte-Anne etc..., les polémiques sur la laïcité, l'anathème lancé contre ceux qui commirent « le crime abominable qui fit tomber la tête du plus honnête des hommes et du plus vertueux des princes », Louis XVI, bien sûr (lundi-mardi 23-24 janvier 1882).

(36) *Le Pays*, jeudi 19 janvier 1882, « A droite et à gauche ». Nous classons *Le Pays* parmi les journaux catholiques, bien qu'on nous ait objecté les nombreux duels de Cassagnac ; nous ne voyons pas que le duel d'Hervé contre Edmond About ait fait dire qu'Hervé ne fut pas un bon catholique.

(37) Sous la direction de G. Jacquemet, Paris, Letouzey et Ané, tome 2 (1949), col. 614-615.

(38) Charles LEDRÉ, *Histoire de la Presse*, Paris, Fayard, 1958, 411 p. (p. 315).

un journal satirique : *Le Charivari*. *Le Petit Journal* se spécialisait dans les faits divers, les crimes, les scandales ; pourtant, il présentait un réel intérêt que Zola a souligné : « On a dit, non sans raison qu'il avait créé une nouvelle classe de lecteurs. A ce point de vue, cette feuille dont on s'est tellement moqué, avait rendu un réel service, elle apprit à lire, donna le goût de la lecture. Evidemment, la nourriture offerte n'était pas toujours de choix, mais c'était tout de même de la nourriture spirituelle » (39). Du *Charivari*, « le patriarche » des feuilles humoristiques, qui avait eu une très grande réputation, Zola écrit qu'« il vit à présent sur sa gloire passée et se répète sans cesse ; certains de ses bons mots ont trente ans » (40).

Les neuf autres journaux sont, en allant du centre vers l'extrême-gauche : *Le Journal des Débats*, *Le Temps*, *La République Française*, *Le Rappel*, *Le Radical*, *L'Intransigent*, *Le Prolétaire*, *Le Citoyen* et *L'Egalité*. Les deux premiers journaux n'ont pas besoin d'être présentés. Pour *La République Française*, il suffirait peut-être de rappeler qu'elle fut fondée par Gambetta en 1871. Retenons toutefois le jugement de Zola, pour qui *La République Française* était « la plus guindée, la plus pesante, la plus ennuyeuse, la plus solennelle » et la plus fermée des grandes feuilles (41). Signalons aussi que, refusant la publicité boursière et commerciale, *La République Française* connut de réels embarras financiers (42).

Le Rappel fondé à la fin de l'Empire, sous le patronage de V. Hugo par ses fils, Vacquerie, Meurice, grand succès de presse, est une tribune anticléricale. Vacquerie et Lockroy en particulier y multiplient les violences ironiques contre la Papauté et les appétits politiques des « cléricaux ». Les attaques sont âpres et la raillerie est parfois d'un goût douteux (43). Au *Radical* également, l'anticléricalisme sert de doctrine ; il manifeste au moment du krach une joie bruyante devant les ruines qui atteignent les catholiques. *L'Intransigent* est le reflet de la personnalité agressive, généreuse mais brouillonne de son fondateur Henri Rochefort. L'anticléricalisme est aussi affiché que dans les deux journaux précédents mais les préoccupations sociales y tiennent une place beaucoup plus grande.

Il nous reste à caractériser brièvement les trois journaux socialistes nationaux. Le Parti Ouvrier, violemment agité par les différends qui aboutirent à la scission de septembre 1882, a officiellement pour organe *Le Prolétaire*, hebdomadaire se disant « républicain socialiste ». Il avait été précédé par *L'Egalité*, fondée par Guesde, et qui, après deux interruptions, avait recommencé à paraître le 11 décembre 1881 ; abandonnant son sous-titre : « organe collectiviste révolutionnaire », elle s'intitula « organe du Parti Ouvrier ». *Le Citoyen* était le seul quotidien socialiste ; il ne se référait pas au Parti Ouvrier. *Le Prolétaire* ne consacre aucun article au krach lui-même ; quelques allusions à Bontoux sont faites à l'intérieur d'articles stigmatisant la justice de classe. *L'Egalité* ne fait pas davantage

(39) Emile ZOLA, « La presse parisienne », *art. cit.*, p. 277.

(40) *Ibid.*, p. 278.

(41) *Ibid.*, p. 266.

(42) Hanotaux écrit que le journal « se gardait comme du feu de la haute finance et des fonds secrets. Challemel-Lacour, au moment, où, avec Gambetta, il lançait *La République Française*, écrivait à Herwegh : « Nous avons dû refuser absolument le concours des financiers, et ne recevoir d'argent que de nos amis politiques. Il le fallait pour garder notre liberté ». Gabriel HANOTAUX, *Mon temps*, II : *La III^e République, Gambetta et Jules Ferry*, Paris, Plon, 1938, 531 p. (pp. 141-142).

(43) Cf. par exemple *Le Rappel* du samedi 11 février 1882 : « On parle de fonder une nouvelle société d'ambulanciers, de brancardiers, à l'image de la Croix de Genève, pour secourir les blessés et ramasser les morts de l'Union Générale ».

d'articles sur le krach. Seule la rubrique anonyme « Revue financière », qui figure toujours en 7^e ou 8^e page le mentionne ; mais nous savons que « la partie publicitaire et financière n'était pas l'œuvre de la rédaction. Elle était confiée à une agence, Ewig, 9, rue d'Amboise, qui louait une portion du journal » (44). Les lecteurs avaient été avertis de ce recours à la publicité : « *L'Egalité* qui veut vivre et qui vivra aura des annonces commerciales et financières comme tous les journaux. Il ne s'agit pas de nier la société capitaliste que l'on subit et que l'on veut démolir : il s'agit de la faire servir à sa propre démolition » (45). Au moment du krach, les lecteurs savaient que la « Revue financière » était étrangère au journal. La seule évocation de ce krach d'un point de vue socialiste dans *L'Egalité* est une lettre d'un ouvrier lyonnais (46). Guesde, Lafargue, Gabriel Deville, Emile Massard, principaux collaborateurs de *L'Egalité* étaient aussi ceux du *Citoyen* (47). Le 4 février, Massard y écrit :

« Cette affaire ne nous regarde pas ; c'est avec l'impassibilité la plus absolue que nous écoutons les hurlements des financiers mordus dans la dernière bagarre de la Bourse ; les aboiements de cette meute en furie ne nous touchent pas et nous laissons les capitalistes de tout poil se dévorer entre eux » (48).

Le krach leur apparaît, selon l'expression de Lafargue : « le dernier terme de l'ordre bourgeois : l'expropriation réciproque dans le coupe-gorge de la Bourse » (49). Malgré ce désintéret proclamé, les socialistes écrivent dans *Le Citoyen* de longs articles sur le krach, le jugeant souvent selon les critères de la morale « bourgeoise », mais en recherchant la signification.

Nous distinguerons dans l'analyse, les éléments qui concernent la crise financière dans son ensemble, et ceux qui portent sur l'affaire Bontoux. Nous

(44) Michelle PERROT, « Le premier journal marxiste français : *L'Egalité* de Jules Guesde (1877-1883) », *L'Actualité de l'Histoire*, 28, juil-sept. 1959, pp. 5-30 (p. 10). L'A. cite une intéressante lettre de Lafargue à Engels (24 novembre 1882) faisant état d'un marché passé avec « la Banque Populaire qui s'engageait à prendre à ses frais l'administration du journal, à payer l'imprimerie, le papier, la rédaction 100 francs par jour, pourvu qu'on leur abandonnât deux colonnes de la 3^e page, pour annonces financières (...). Le Comité de la Banque avait déjà voté, quand la crise provoquée par les Rothschild et la haute banque est arrivée ». *Correspondance Engels-Paul et Laura Lafargue*, Paris, Editions Sociales, 1956, t. 1 (1868-1886), p. 95.

(45) *L'Egalité*, 11 décembre 1881.

(46) *L'Egalité*, dimanche 12 février 1882, rubrique « Mouvement Social » : « à quand le grand krach, écrivait cet ouvrier tisseur, le krach définitif où la société bourgeoise sombrera, où le liquidateur sera le Parti Ouvrier... Nous avons remarqué un article du *Progrès*, journal radical, dans lequel le gouvernement était imploré à propos de la crise financière : « Trouvez vite un remède, disait le rédacteur, ou bien le peuple n'ayant plus confiance en personne deviendra révolutionnaire ». Ainsi soit-il.

Le krach donne le trac aux bourgeois, bon signe ! ».

(47) Les fonds du *Citoyen* étaient la propriété d'un certain Blommestein-Audigé, qui d'après le contrat, avait l'attribution de la 4^e page, et un droit de regard sur les articles. *Le Citoyen* aussi faisait des annonces : cf. un éditorial de Guesde, le 6 septembre 1882 : « Le titre de « partie financière » que nous avons piqué en tête de nos annonces et réclames comme un avertissement à notre public, suffit à notre conscience socialiste. Ce n'est pas l'opinion du journal, c'est l'opinion de ceux qui se servent du journal comme d'une muraille pour y afficher leurs prospectus, que le lecteur a sous les yeux. Il le sait, nous le lui avons dit, et dès lors, avec l'impossibilité de l'erreurs, disparaît ce que nous avons reproché aux commerçants politiques du *Radical* et du *Temps* ». Ces renseignements nous ont été communiqués par Mme Perrot que nous remercions ; ils sont tirés de sa thèse complémentaire — en préparation — sur *La Presse socialiste, 1887-1893*.

(48) *Le Citoyen*, samedi 4 février 1882, « La fleur du panier », Massard.

(49) *Le Citoyen*, lundi 13 mars 1882, « L'Internationale bourgeoise et l'Internationale ouvrière », Paul Lafargue.

LA PRESSE DEVANT LE KRACH D'UNE BANQUE CATHOLIQUE

	RÉD. EN CHEF - DIR.	FONDÉ LE	TIRAGE LE 1/9/1880 (*)	NUANCE	COTE BN
<i>L'Univers</i>	Eugène VEUILLOT	1833	9.500	Légitimiste	Lc ² 1368
<i>L'Union</i>	MAYOL DE LUPPÉ	27 / 2 / 1848	4.400	Légitimiste	Lc ² 1648
<i>Le Monde.</i>	Ferdinand LEVÉ	18 / 2 / 1860		Légitimiste	Lc ² 2981
<i>La Défense</i>	J. HAIRDET (Joseph DENAIS)	16 / 5 / 1876	4.250	Catholique	Lc ² 3814
<i>Le Figaro.</i>	Francis MAGNARD	22 / 4 / 1854	97.432	Royaliste	Lc ¹³ 9
<i>Le Clairon</i>	Jules CORNÉLY	2 / 1880		Légitimiste	Lc ² 4019
<i>Le Soleil.</i>	Edouard HERVÉ	28 / 2 / 1873	42.500	Orléaniste	Lc ² 3580
<i>Le Pays.</i>	Paul DE CASSAGNAC	1 / 1 / 1849	6.500	Bonapartiste	Lc ² 1992
<i>Le Pèlerin</i>	R. P. BAILLY	12 / 7 / 1873		Catholique	Impr. 8 Lc ³ 110
<i>Le Journal des Débats.</i>	Jules BAPST	29 / 8 / 1789	6.954	Rép. conserv.	Lc ² 151
<i>Le Temps</i>	Adrien HÉBRARD	15 / 10 / 1829	21.800	Républicain	Lc ² 2994
<i>Le Petit Journal</i> . . .	H. ESCOFFIER	2 / 2 / 1863	586.240 ====	Rép. libér.	Lc ² 3011
<i>Le Charivari.</i>	Pierre VÉRON	1 / 12 / 1832	3.000	Républicain	Impr. Lc ² 1328
<i>La République Française</i>	ISAMBERT	7 / 11 / 1871	9.900	Union rép.	Lc ² 3521
<i>Le Rappel.</i>	Aug. VACQUERIE	4 / 5 / 1869	30.900	Radical	Lc ² 3213
<i>Le Radical.</i>	Henry MARET	10 / 8 / 1881		Radical	Lc ² 4020
<i>L'Intransigeant</i>	Henri ROCHEFORT	14 / 7 / 1880	44.400	Rad.-soc.	Lc ² 3980
<i>Le Proletaire.</i>		23 / 10 / 1878	5.140	Socialiste	Impr. Lc ² 4091
<i>L'Egalité.</i> Com. Réd.	GUESDE - LAFARGUE DEVILLE - MASSARD	18 / 11 / 1877	5.320	Socialiste	Lc ² 4505
<i>Le Citoyen</i> Com. Réd.	C. BOUIS - H. BRISSAC GUESDE - MASSARD L. PICARD			Socialiste	Lc ² 4042

(*) Les tirages des journaux nous ont été communiqués par M. Albert (d'après Arch. Nat. F¹⁸ 2365), à l'exception du tirage de *L'Egalité*, communiqué par M. Perrot (Arch. Nat. F¹⁸ 343).

retenons quatre thèmes concernant la crise financière : l'extension de l'agiotage qui, dans tous les cas, est condamné ; la description des catégories sociales nouvellement atteintes par la fièvre de jeu. En troisième lieu, une « explication » de cette rage de spéculation, explication qui met en cause le régime républicain, et plus précisément encore le programme économique et financier du Grand Ministère. En quatrième point, la question de l'étendue de la crise : compromet-elle la fortune publique ? ou n'entraîne-t-elle que des ruines individuelles ?

Les commentaires très abondants sur l'Union Générale nous semblent pouvoir être classés en quatre chapitres. Le premier portera sur la question des attaches confessionnelles de l'Union Générale. Le second groupera les explications données par la presse sur la chute de Bontoux : faiblesses internes, que soulignent certains journaux, même parmi ceux qui jugeront que ce sont des facteurs externes qui ont été déterminants. Les responsabilités invoquées sont : le jeu à la baisse d'un groupe de banquiers — non nommés —, d'une coalition juive, de Lebaudy ou de Rothschild, selon les journaux. Nous examinerons en troisième lieu, les divergences d'opinion sur le rôle de Rothschild et l'évolution des jugements formulés à ce propos. Nous traiterons cette question à part, car le pouvoir attribué aux Rothschild est au cœur du mythe de la toute puissance juive et entre pour beaucoup dans l'antisémitisme, en particulier chez les socialistes. Enfin, nous étudierons les attitudes face à la République ; si on ne lui reproche pas d'avoir provoqué la débâcle de l'Union Générale, on l'accuse de l'avoir achevée. La mise en cause de la République se fait à trois niveaux : une critique radicale du régime ; une mise en accusation du fonctionnement de l'organisation judiciaire de la III^e République — il s'agit d'une double accusation : à droite, la Justice est niée parce que républicaine ; à gauche, elle est décriée parce que dépendante d'une structure socio-économique fondamentalement inégalitaire, donc elle-même inégale, injuste — ; enfin, une contestation du personnel politique. Nous examinerons précisément la question des rapports de Gambetta avec l'Union Générale, et plus généralement avec le monde des affaires ; ces rapports sont éclairés par les attitudes du monde financier — longuement rapportées par la presse — face à Léon Say, membre du Cabinet Freycinet succédant à Gambetta.

LA CRISE FINANCIÈRE JUGÉE PAR LA PRESSE.

Unanimement, la presse estime que jamais le marché n'a été atteint par une fièvre de spéculation d'une telle intensité. On trouve, avec une grande fréquence, des expressions comme : folies, exagérations ridicules, convoitises exorbitantes, rage... Hairdet parle dans *La Défense* d'une « véritable rage de spéculation sans frein » (50). *Le Pays* condamne la spéculation qui ne pouvait aboutir qu'à une crise : « Un jour, un seul jour a suffi pour faire écrouler l'échafaudage de hausse que la spéculation avait construit si inconsidérément, en dehors de toutes les règles de la prudence la plus élémentaire » (51). Du côté républicain, *Le Charivari* parle d'« escalades insensées », et affirme qu'il était évident que « certaines valeurs, poussées avec une frénésie extravagante, finiraient par aspirer à descendre » (52). *Le Radical* blâme « la spéculation agissant inconsidérément » (53) et *Le Journal des Débats*, « la passion du jeu de Bourse (qui) s'est propagée avec une rapidité vertigineuse » (54).

(50) *La Défense*, samedi 28 janvier 1882.

(51) *Le Pays*, lundi 23 janvier 1882 « Bulletin financier ».

(52) *Le Charivari*, dimanche 22 janvier 1882, « Les signes du temps : Les jeux de Bourse ».

(53) *Le Radical*, samedi 21 janvier 1882.

(54) *Le Journal des Débats*, samedi 4 février 1882.

Une caractéristique de cette fièvre de spéculation, c'est qu'elle sévissait sur toutes les classes sociales. *La Défense*, *Le Pays*, *Le Figaro*, *Le Temps*, *Le Citoyen* décrivent longuement la diversité de cette clientèle. Ce qu'écrivit Destrelle, dans *Le Pays*, à propos de la clientèle lyonnaise, peut être généralisé :

« Devant les bureaux de l'Union Générale, toutes les professions se coudoient : la blouse du maçon et du paysan frôle la redingote de l'agent de change ; à la porte, des files de voitures stationnent. Il n'est pas jusqu'aux cochers intéressés dans la débâcle, qui ne viennent étudier le marché ; jusqu'aux conducteurs de tramways et d'omnibus qui abandonnent leur marche-pied pour jeter un coup d'œil hâtif sur la cote » (55).

Le Temps s'intéresse aux deux catégories nouvellement gagnées au jeu de Bourse :

« D'un côté, l'on trouve des noms historiques, des représentants des « classes dirigeantes », toute une aristocratie qui, fascinée par des espérances où les intérêts pécuniaires semblaient se confondre avec des visées politiques et religieuses, s'est lancée aveuglément dans une aventure financière (...). De l'autre, on a vu des marchands, des ouvriers, des employés, des prêtres de campagne, de vieilles demoiselles rentières, des paysans séduits et rassurés par ces hauts exemples, accourir avec leur modeste pécule et le jeter avec une étonnante candeur dans une combinaison qui avait à leurs yeux peut-être le double mérite d'une bonne affaire et d'une œuvre pie » (56).

Cette spéculation effrénée est condamnée par toute la presse ; il est à peine besoin de dire que les condamnations prononcées par *La Défense*, ou *Le Temps* ou *Le Citoyen* n'ont pas les mêmes fondements. Pour *La Défense*, la cause de telles catastrophes financières, se trouve « dans l'oubli des maximes de l'Évangile, dans le mépris des prescriptions de l'Église(...) Il est scandaleux de voir des hommes qui se disent honorables, chercher dans les jeux de Bourse le moyen de faire figure dans le monde et d'éblouir le vulgaire par l'appareil du luxe » (57). La moralité de *La Défense* tourne autour de ce thème : « Ni l'or, ni les grandeurs, ne nous rendent heureux » (58). C'est aussi en termes chrétiens que *Le Pèlerin* exprime sa condamnation. Rappelant qu'il a toujours déconseillé de prendre des papiers de banque, il recommande que le principal de toutes les économies soit « placé en œuvres durables pour le ciel » (59). « Tous les ruinés du krach auraient assurément mieux fait de donner aux œuvres que de mettre leur confiance en des papiers » (60). Evoquant la damnation, *Le Pèlerin* blâme particulièrement « ceux qui ont les lumières du sacerdoce » et qui pourtant sont mêlés au désastre (60). *Le Monde* déplore, plus que le désastre lui-même, « ce qui l'a précédé et préparé » : « le déclassement de toute une société » ; il réprovoque la noblesse française qui s'est jetée dans la spéculation, et est désormais « sans aucun avenir, non seulement sous la République, mais même après une restauration monarchique » (61). C'est aussi à l'aristocratie et à la grande bourgeoisie que *Le Clairon* lance un appel :

(55) *Le Pays*, lundi 23 janvier 1882, « La débâcle », Destrelle.

(56) *Le Temps*, mercredi 8 février 1882.

(57) *La Défense*, mercredi 8 février 1882, « Les manieurs d'argent », Hairdet.

(58) *La Défense*, lundi-mardi 30-31 janvier 1882. « L'agiotage et ses leçons ».

(59) *Le Pèlerin*, samedi 11 février 1882. « Aurons-nous la paix ? ».

(60) *Le Pèlerin*, samedi 4 février 1882. « Ruinés ».

(61) *Le Monde*, mercredi 1^{er} février 1882. « Chronique parisienne ».

« Enseignez à vos enfants, quoiqu'il vous en coûte, et même en faisant votre *mea culpa*, que les jeux de spéculation sont indignes de tout homme qui n'est pas dans les affaires, et que c'est vraiment *déroger* que de s'exposer à perdre, sans être assuré de pouvoir payer » (62).

A ces journaux qui rendent responsables de la fièvre d'agiotage le positivisme du siècle, son oubli des principes religieux, *La République Française* réplique que le jeu est « une passion essentiellement aristocratique. Ce sont les classes privilégiées, les classes se prétendant dirigeantes qui, de tous temps, donnèrent chez nous l'exemple funeste de la spéculation sans scrupules(...) Et s'il est vrai que la France moderne soit malade de ce fait, veuillez n'oublier jamais, je vous prie, que le virus lui fut inoculé par la France de l'Ancien Régime » (63). *Le Journal des Débats* et *Le Petit Journal* condamnent pour des raisons identiques à celles du *Temps* qui juge : « les jeux de Bourse ne sont ni pour une nation, ni pour les individus, une sérieuse et pratique manière de s'enrichir » (64). Mais ce qui est plus intéressant, c'est le jugement porté sur les petits spéculateurs par *L'Intransigeant* et *Le Citoyen*. Certes, pour *L'Intransigeant*, les seules victimes de ce krach, « les véritablement à plaindre », ce sont « les petits, les humbles, ceux qui ont eu un coup de folie, qui en présence des invraisemblables fortunes réalisées du jour au lendemain ont perdu la tête, conçu des espérances insensées et porté à l'agio leurs économies entassées sou par sou ». Pourtant, réprouvant tout gain obtenu sans travail, Gramont conclut que lorsqu'on se soustrait à cette loi, on commet « une action humainement et socialement immorale » et donc qu'« on ne peut que courber la tête sous le châtiment » (65). Si Guesde s'intéresse au krach, c'est qu'il juge qu'un tel scandale financier modifie le rapport des classes. Le krach attaque les classes moyennes — condamnées de toutes façons à disparaître, mais il en accélère l'élimination. Dans un article, qu'en pleine crise, il appelle « La fin de la crise », en écho à une note optimiste du *Figaro* (66), Guesde examine les désastres survenus dans les milieux autres que ceux de la haute finance ; décrivant Lyon « convertie en une seule rue Quincampoix », où la hausse de l'Union Générale avait produit une fièvre telle que des ouvriers, des boutiquiers, des femmes s'étaient lancés dans l'agiotage et étaient définitivement ruinés, il juge que cela ne fait que « précipiter l'œuvre de concentration qui s'opère fatalement dans le monde des capitaux ». Avec la disparition des classes moyennes, « proie de la féodalité terrienne, industrielle et commerciale, qui ne fait qu'un avec la féodalité financière » (67), disparaît « le tampon qui amortissait les chocs entre salariés et salariants, entre prolétaires et capitalistes, désormais mis en contact direct et engagés dans une lutte aussi fatale que libératrice ». Guesde conclut que cette débâcle est un « heureux incident », car, « en même temps que la Révolution avancée, c'est la Révolution simplifiée, un Lebaudy ou un Rothschild s'expropriant plus facilement que le million de gogos qu'il leur a fallu des années pour détrousser les uns après les autres » (66). Le sort, l'évolution et les options des classes moyennes préoccupent les socialistes ; Guesde multiplie les apostrophes à leur égard, s'efforçant de leur faire comprendre que leur intérêt ne s'oppose pas à celui de la classe ouvrière, de leur montrer que, par peur « d'une expropriation collective nationale qui doit créer le bien-être pour tous », elles

(62) *Le Clairon*, samedi 21 janvier 1882.

(63) *La République Française*, samedi 18 février 1882. « A propos du krach ».

(64) *Le Temps*, mercredi 8 février 1882.

(65) *L'Intransigent*, mercredi 25 janvier 1882. « Le krach », Gramont.

(66) *Le Figaro*, lundi 23 janvier 1882. « La fin de la crise ».

(67) *Le Citoyen*, mercredi 25 janvier 1882. « La fin de la crise », Guesde.

faisaient le jeu de la féodalité industrielle qui « exproprie à coups de bourse », mais à son « profit exclusif ». Il leur dit :

« Gogos financiers et politiques de la classe moyenne, continuez comme vous l'avez fait jusqu'à présent à avoir peur du prolétariat qui s'organise ; combattez ses revendications ; mettez-vous, par vos votes et vos encouragements aux tueurs à épauettes de mai et de juin, en travers de son avènement au pouvoir. Gribouille qui se jetait à l'eau par crainte de la pluie était votre maître en politique » (68).

L'attitude des socialistes est ici ambivalente. Il y a dans le processus d'expropriation et de concentration des capitaux, la confirmation de leurs vues théoriques et ils manifestent leur satisfaction. Mais, engagés dans une certaine morale sociale, ils critiquent sévèrement ces individus qui agissent pourtant dans le sens de l'histoire. S'il revient particulièrement sur le cas des moyens spéculateurs, *Le Citoyen* flétrit bien sûr toute spéculation. Le krach attire l'attention sur la corruption permanente du capitalisme, dont le vol et la spéculation sont les produits naturels ; il « fournit, écrit Lafargue, un exemple de la manière dont les flibustiers internationaux travaillent » (69). Le coupable, c'est le capitalisme, ce régime dont la loi est « enrichissez-vous », et non des personnalités. Dans la bourgeoisie, volés et voleurs se valent. Guesde stigmatise les spéculateurs de profession, ces « Mandrins qui, s'ils ont été détroussés aujourd'hui de pas mal de millions, avaient fait la veille, je ne sais combien de bons coups, qu'ils recommenceront demain ou après » (70). De toutes façons, l'argent des uns et des autres est volé aux ouvriers : « ces milliards — qui représentent la différence entre le prix de son travail payé à l'ouvrier et la véritable valeur de ce travail établi par sa productivité — ne suffisent pas à leur appétit, et par le mirage du bien-être sans travail, sous prétexte de faire fructifier les petites épargnes, ils y ajoutent le fruit du travail des rares salariés qui « ont pu mettre quelque chose de côté » (71). Ces valeurs appartenant aux ouvriers, ajoute Guesde « leur feront retour — avec le reste — aussitôt qu'ils se seront mis par leur constitution en parti distinct et par la prise de possession du pouvoir politique, en mesure de mettre la force au service du droit » (71). Dès le 22 janvier, il met en évidence la leçon que les ouvriers doivent tirer : « Comme, à la lumière de pareils événements, ils doivent se convaincre de la nécessité de serrer leurs rangs, de s'organiser, pour en finir avec une société qui vit d'agiotage — et qui en meurt ! ».

La spéculation est déplorable, mais pour *La Défense*, *Le Clairon*, *Le Pays*, *Le Figaro*, c'est le régime qui en est responsable. C'est « depuis que le gouvernement inspire si peu de confiance que l'activité publique n'ose entreprendre des affaires industrielles et commerciales assez vastes pour employer les capitaux disponibles » (72) que la fièvre de spéculation sévit, affirme *La Défense*. *Le Clairon* accuse Gambetta, tout en admettant que la débâcle « n'est pas due exclusivement(...) à la belle politique du Grand Ministère » (73). Selon Cornély, si le public s'est jeté « avec intempérance » sur les valeurs de spéculation, c'est que le gouvernement a fini par « le dégoûter du titre par excellence, de la Rente française » (74) ; de plus,

(68) *Le Citoyen*, dimanche 29 janvier 1882. « La providence des tripôts ».

(69) *Le Citoyen*, lundi 13 mars 1882. « L'Internationale bourgeoise... », *art. cit.*

(70) *Le Citoyen*, dimanche 29 janvier 1882. « La providence... », *art. cit.*

(71) *Le Citoyen*, dimanche 22 janvier 1882. « Le krach... », *art. cit.*

(72) *La Défense*, samedi 21 janvier 1882.

(73) *Le Clairon*, samedi 21 janvier 1882. « Gambetta et les fonds publics ».

(74) *Le Clairon*, vendredi 3 février 1882. « Les 46 millions de M. Lebandit ».

il a ruiné l'industrie par ses tergiversations en matière économique, et l'agriculture, écrasée d'impôts, ne trouve pas de débouchés :

« Alors l'homme d'épargne, l'homme de pécule a été saisi par la fièvre ; il a choisi pour leur confier son avoir des banques qui ne fussent pas dirigées par des républicains, et quand ces banques ont été en pleine prospérité, des capitalistes républicains sont venus et ont essayé de les étrangler » (75).

Pour *Le Pays* également, la crise est provoquée par « le peu de confiance qu'inspirent les gens qui (nous) gouvernent » (76) ; « l'arrivée de M. Gambetta au pouvoir, la nomination de M. Allain-Targé aux Finances, la révocation de M. Denormandie, ont eu sur le cours des rentes un effet immédiat » (77). L'accusation du *Figaro* est encore plus énergique ; si l'argent français a été détourné de sa véritable voie,

« A qui la faute, sinon au gouvernement, qui n'a fait que de la politique exécrationnelle, au lieu d'offrir à l'activité publique l'aliment d'affaires sérieuses et productives ? (...) Depuis que M. Gambetta, ce jettatore borgne, préside à nos destinées, la rente a perdu 6 FRANCS, soit plus d'un milliard pour la fortune publique.

Ces quatre mots : *six francs de baisse* ! valent toutes les invectives que l'on pourrait accumuler contre l'homme néfaste, à la fortune duquel les bourgeois, aujourd'hui dégrisés, ont longtemps cru... » (78).

A l'extrême-gauche aussi, Gambetta est mis en cause. Affirmant que la panique avait été déterminée par diverses rumeurs concernant une opération anglo-française en Egypte, *L'Intransigeant* remarque qu'un article de *La République Française*, en faveur de l'intervention, a pu faire croire que celle-ci était proche (79). Cette question des rapports de Gambetta et du monde des affaires est importante : nous y reviendrons.

Tous les journaux accordent une grande importance à la crise, lui reconnaissent une réelle gravité, mais ils se séparent selon qu'ils jugent que c'est la fortune de la France qui est atteinte, ou qu'ils se refusent à faire de cette accumulation de ruines privées une calamité publique. *Le Figaro* est de ceux qui assurent avec le plus de force que c'est la fortune nationale qui périlite :

« La journée d'hier est mauvaise pour la France ! Il ne s'agit pas seulement de spéculateurs ruinés, de situations compromises ! (...) Cette fois, c'est du crédit public qu'il s'agit, c'est la fortune nationale qu'il faut défendre » (80).

C'est le même langage — à l'exception du jugement sur les spéculateurs ruinés — que Rochefort tient dans *L'Intransigeant* : « Il ne s'agit plus ici de la déconfiture méritée de quelques imbéciles véreux (...) Ce qui est en cause, c'est la

(75) Le même article, mot à mot, est reproduit dans *La Revue de la Presse*, journal religieux, politique et littéraire, paraissant le samedi (BN, Imp. 4° Lc³ 84) mais cette phrase comporte, après, les mots « ont essayé de les étrangler » : « avec l'aide des juifs » (« La Juiverie républicaine », Jean Blanc, samedi 11 février 1882).

(76) *Le Pays*, jeudi 19 janvier 1882. « La baisse ».

(77) *Le Pays*, dimanche 22 janvier 1882.

(78) *Le Figaro*, vendredi 20 janvier 1882.

(79) *L'Intransigeant*, dimanche 22 janvier 1882. « Sauvons la caisse ! ».

(80) *Le Figaro*, vendredi 20 janvier 1882. « La débâcle de la Bourse ».

LA PRESSE DEVANT LE KRACH D'UNE BANQUE CATHOLIQUE

ruine et surtout la décadence de la France » (81). *Le Charivari* et *La Défense* jugent aussi que le crédit public est atteint, encore que *La Défense* ait d'abord écrit que les pertes incombaient à des spéculateurs qui avaient encaissé des bénéfices dans toutes les liquidations précédentes, qu'il ne s'agissait donc que « d'une sorte de restitution » (82) ; mais trois jours après, elle lance un cri d'alarme : « c'est aussi la fortune publique qui est atteinte » (83). *Le Journal des Débats*, *Le Temps*, *Le Citoyen* s'élèvent contre de telles déclarations qu'ils jugent mensongères. Dans les *Débats*, Leroy-Beaulieu dressant un bilan de la crise pour l'ensemble de la France, critique vivement la presse qui, dans ses descriptions a « dépassé singulièrement la mesure ». Il certifie que si l'on faisait le compte des pertes matérielles, « on serait étonné de voir combien sont restreints ces dommages réels » ; le préjudice est concentré à Lyon et à Paris « sur les classes élégantes et oisives », et la prospérité de la France n'est atteinte « qu'à un degré infinitésimal » (84). *Le Temps* est du même avis : « Est-ce que les ruines sur lesquelles on s'apitoie touchent en rien le pays ? Le vrai monde des travailleurs et des capitalistes ne s'en ressent pas » (84). Le commerce, l'agriculture, la marine, l'épargne ne sont pas atteints, la production générale n'a pas diminué ; la crise est réelle mais limitée. Et c'est l'autorité de Paul Leroy-Beaulieu que Guesde invoque pour se refuser à confondre le krach qui a ruiné « la bande officielle des Mandrins » avec une catastrophe nationale (85), rejoignant ainsi l'optimisme du *Petit Journal* qui assure : « Les ruines qu'on a à déplorer n'ont d'autre caractère que celui de chutes isolées, ne devant en aucune façon entraîner un désastre général » (86).

LA PRESSE DEVANT LE KRACH DE L'UNION GÉNÉRALE.

Les jugements, les explications divergent bien davantage quand il s'agit, non plus de la crise financière dans son ensemble, mais du krach de l'Union Générale. Il faut poser d'abord la question : l'Union Générale était-elle une Banque catholique ? Nous avons déjà rassemblé dans l'introduction des éléments justifiant cette conviction des républicains ; nous avons rappelé les intentions de l'Union Générale et souligné le caractère catholique des investissements, en Autriche-Hongrie. Un regard jeté sur la composition du Conseil d'Administration, et l'examen des bases sociales de l'Union Générale nous autorisaient à conclure à son caractère catholique. Voyons pourtant ce qu'écrit la presse. Les journaux catholiques rejettent cette qualification, qui ne fait aucun doute pour les républicains. Nous retiendrons au milieu de ces affirmations contradictoires, trois opinions un peu particulières ; il s'agit de textes du *Figaro*, du *Pèlerin* et du *Citoyen*. *Le Figaro* qui s'indigne le 6 février de l'épithète catholique appliquée à l'Union, écrivait le 21 janvier :

« On peut dire qu'en fondant l'Union Générale, M. Bontoux a obéi au double mobile d'occuper son activité toujours en éveil et d'essayer d'élever, à côté des nombreux établissements financiers d'origine juive, un établissement rival fait de capitaux catholiques ».

(81) *L'Intransigeant*, vendredi 3 février 1882. « Affaires de finance », Rochefort.

(82) *La Défense*, jeudi 19 janvier 1882.

(83) *Le Journal des Débats*, samedi 4 février 1882.

(84) *Le Temps*, lundi 23 janvier 1882. « Semaine financière ».

(85) *Le Citoyen*, dimanche 29 janvier 1882. « La providence... », *art. cit.*

(86) *Le Petit Journal*, mardi 7 février 1882. « Causerie financière ». Malgré ces affirmations optimistes, le krach marquait le début de la grande dépression de la décennie 1880.

Le Pèlerin, indifférent aux dénégations de *L'Univers* et de *L'Union*, parle à plusieurs reprises d'une « destination » catholique de l'Union Générale ; elle « s'était fondée en vue de défendre les intérêts pécuniaires des catholiques contre les juifs », elle « servait des catholiques » (87), « c'était là que beaucoup d'œuvres déposaient leurs ressources » (88) ; les administrateurs étaient « les hommes considérables du parti catholique » (89) ; le désastre a « ruiné surtout les catholiques » (90). Et *Le Pèlerin* reproche à l'Union Générale de ne pas avoir été « assez » catholique ; il désapprouve Bontoux qui, à Paris comme à Rome, avait nommé des protestants à des postes importants :

« M. Bontoux se trompait ; la Banque qui a proposé de mettre les fonds catholiques à l'abri des juifs tout-puissants, la Banque qui a reçu les fonds des œuvres catholiques, la Banque, qui, par les noms de ses administrateurs, s'est recommandée entre toutes les autres aux catholiques, n'était pas une Banque quelconque et indifférente au catholicisme » (91).

Le succès de la Banque avait été dû à son caractère catholique ;

« Elle a voulu cesser de l'être, elle l'a proclamé très haut, c'est presque aussitôt que la ruine est entrée, amenée précisément par l'élément étranger à notre foi qu'il avait mis à la tête(...) Nous constatons ces faits, sans vouloir établir de déduction rigoureuse... » (91).

Quant au *Citoyen*, il est le seul parmi les journaux républicains à se *dire* indifférent à l'étiquette catholique ; il ne voit pas là une raison supplémentaire d'accabler Bontoux : « allons, allons, catholiques ou non, messieurs les bourgeois, lance Deville, vous vous valez tous, sous le rapport de l'exploitation » (92).

La presse dans son ensemble, se borne à des affirmations polémiques. *L'Intransigeant* parle quotidiennement de « banque cléricale », d'« affaire clérico-financière » ou de « Banque des frocards ». *La République Française* — affirmant que Bontoux visait une double vengeance : vengeance contre la République qui avait inquiété les congrégations et contre les députés républicains qui l'avaient invalidé, lui, Bontoux — écrit :

« Grâce à lui, les classes dirigeantes recouvraient un nouveau lustre en se retremant dans un bain d'or : l'Eglise était vengée, l'impiété châtiée, le denier de Saint-Pierre remplacé avec avantage, la cour *in partibus* de Frohsdorf abondamment pourvue du nerf de la guerre » (93).

A droite, on se borne à répéter que les Républicains mentent, calomnient et veulent compromettre la religion. Quelques journaux trouvent un argument pour réfuter le qualificatif : Féder est protestant. *Le Figaro*, *Le Pèlerin*, *La Défense* usent de cette objection qui leur paraît irréfutable. Quelques années plus tard, Drumont fera de Féder un juif : « Le nom de *Feder*, l'*alter ego* de Bontoux, est un nom absolument juif. *L'Annuaire des Archives Israélites pour 1884*(...) indique

(87) *Le Pèlerin*, samedi 11 février 1882. « Histoire financière ».

(88) *Ibid.*, samedi 4 février 1882. « Krach ».

(89) *Le Pèlerin*, samedi 11 février 1882. « Histoire financière ».

(90) *Ibid.*, samedi 4 février 1882. « Krach ».

(91) *Ibid.*, samedi 11 février 1882. « Histoire financière ».

(92) *Le Citoyen*, samedi 4 février 1882. « La Comédie parlementaire — La chambre ».

(93) *La République Française*, mardi 7 février 1882.

un Feder parmi les professeurs juifs de la Faculté de Nancy » (94). Au fur et à mesure que le temps passera, on verra ainsi se renforcer la thèse du complot israélite. Mais en 1882, Fédér n'est encore que protestant et étranger : suisse, allemand et même italien.

Six ans après le krach, Bontoux se peindra lui-même comme la victime irréprochable des rancunes judéo-maçonniques et des haines républicaines. Mais, en janvier et février 1882, les journaux catholiques critiquent parfois, souvent même, Bontoux ; ses abus et ses imprudences étaient trop connus pour qu'il soit possible de les nier. *Le Figaro*, *Le Pèlerin*, *Le Pays* et même *Le Clairon* font quelques reproches à l'Union Générale. Elle a eu tort « de maintenir des cours exagérés » (95) se borne à dire *Le Clairon*. *Le Figaro* admet qu'il y a eu « tripotages de Bourse » (96) — mais se console en constatant que L'Union Générale fut loin d'être seule dans ce cas. *Le Pèlerin* reconnaît qu'il y a eu « des imprudences de jeu » (97). Quant au *Pays* — est-ce parce qu'il est bonapartiste ? — il flétrit l'attitude de l'Union Générale :

« C'est par la hausse inconsidérée de l'Union Générale que la Bourse s'est engagée sur tant d'autres valeurs sans consistance. C'est par l'Union Générale que la Bourse s'est pervertie et cependant par une interversion des rôles et des responsabilités, on parle de sauver l'Union Générale, de sauver la place de Lyon, de tendre la perche aux intermédiaires de tout ordre, à ces spéculateurs à la hausse qui ont gagné pendant des mois et qui jettent feu et flammes à la pensée de rendre tout ou partie de ce gain corrupteur » (98).

Les critiques du *Clairon*, du *Figaro*, du *Pèlerin* ne les empêchent pas d'affirmer que l'Union Générale était parfaitement solide et ils rejoignent alors le jugement de *L'Univers*. Le 18 janvier, *Le Clairon* faisant état d'une campagne à la baisse que Lebaudy aurait menée contre les actions de Suez écrit : « On dit aussi que le même Lebaudy organiserait la même campagne contre l'Union Générale, grand bien lui fasse. Là, par exemple, il trouvera à qui parler », et le lendemain, le bulletinier, A. Yvel affirme : « j'ai la certitude que l'Union est inébranlable ». Ce même 19 janvier, la « Rubrique financière » du *Figaro* s'achevait par ces mots : « Les porteurs d'Union ont et peuvent avoir confiance ». Le 25 janvier, *L'Univers* affirmait : « L'Union ne souffre pas d'une situation douteuse et ses affaires en cours sont excellentes(...) elle vit et saura le prouver ».

Après le krach, *Le Pèlerin* affirma que l'Union Générale était « en pleine prospérité » et qu'elle avait sombré « comme un beau et puissant navire, qui par un temps calme, coulerait à pic au fond de la mer » (99). *Le Pays*, que nous avons vu si critique, juge, après la chute, que la situation n'était pas désespérée : « Il ne nous est pas démontré que sans cette mesure intempestive, la société de l'Union Générale ne se fut pas tirée d'affaire » (100).

(94) Edouard DRUMONT, *La France Juive. Essai d'histoire Contemporaine*, Paris, Marpon et Flammarion, 1886, 2 vol., t. 2, p. 98.

(95) *Le Clairon*, lundi 23 janvier 1882. « La crise financière », A. Yvel.

(96) *Le Figaro*, lundi 6 février 1882. « Les miettes de la politique — Plaidoirie avant l'audience », (Sérizy).

(97) *Le Pèlerin*, samedi 11 février 1882. « La semaine ».

(98) *Le Pays*, lundi 23 janvier 1882. « Semaine financière ».

(99) *Le Pèlerin*, samedi 11 février 1882. « Histoire... ».

(100) *Le Pays*, samedi 18 février 1882. « La mise en liberté de MM. Bontoux et Feder ».

Du côté des républicains, *La République Française*, *Le Rappel*, *Le Radical*, *L'Intransigeant*, *Le Citoyen* insistent sur les fautes de l'Union. *Le Journal des Débats* rejette la responsabilité de la crise sur les vaincus ; il tient à

« Protester à l'avance contre toutes les insinuations qui seront mises en circulation pour justifier ceux qui sont les véritables auteurs de la situation(...) Non, ce ne sont ni la Banque de France, ni les banquiers, ni les institutions de crédit, et encore moins le gouvernement, qui ont contribué en quoi que ce soit à la folie qui depuis un an règne dans les cerveaux des spéculateurs » (101).

Quelques jours plus tard, cette question est reprise :

« Les auteurs et complices de la crise qui pèse encore si cruellement sur les Bourses de Paris et de Lyon ont voulu faire une diversion en essayant de rejeter sur les prétendus syndicats de baissiers, le mal qu'ils ne peuvent et doivent qu'attribuer à eux-mêmes (102).

De son côté, *L'Intransigeant* signale :

« Les caisses de l'Union Générale examinées, ont été trouvées vides de tout numéraire(...) La vérification des livres opérée par une des plus grandes personnalités de la finance a prouvé un déficit de 96 millions » (103).

« Il est hors de doute que la Banque des frocards s'est livrée à des spéculations frauduleuses, en distribuant des dividendes fictifs, pour faire monter ses actions à la cote, et en ouvrant de faux comptes au nom de personnages imaginaires » (104).

Pour *La République Française* aussi, les fautes de l'Union Générale sont patentées :

« La Justice aurait eu beau enfoncer son bandeau sur ses yeux et négliger d'examiner la comptabilité de l'Union Générale que sa caisse ne se serait pas pour cela remplie et que la liquidation n'en serait pas plus riante » (105).

Si les commentaires des républicains insistent sur les causes internes de la chute de Bontoux, qu'ils jugent, le plus souvent, naturelle, la droite met l'accent sur les causes externes. Cette explication qui bientôt sera la seule (les faiblesses de Bontoux et les illégalités qu'il commit ayant été oubliées) est donnée dès l'instant, surtout par la droite et les socialistes. Certains journaux attaquent les « banques ennemies » sans plus de précision, d'autres dénoncent une coalition juive ; *Le Figaro*, *Le Clairon*, *L'Intransigeant* s'en prennent à Lebaudy, et *Le Citoyen* reconnaît sans hésiter dans la débâcle la vengeance de Rothschild. Essayons de voir plus précisément ces diverses accusations. *L'Union* accuse mais ne nomme personne :

« Il n'est pas inutile que le public sache quel rôle ont joué dans cette calamité qui vient de s'abattre sur notre marché financier, un certain nombre de banquiers dont la souveraine habileté consiste à préparer les désastres pour en profiter » (106).

(101) *Le Journal des Débats*, vendredi 20 janvier 1882.

(102) *Ibid.*, lundi 23 janvier 1882.

(103) *L'Intransigeant*, jeudi 2 février 1882.

(104) *L'Intransigeant*, samedi 11 février 1882.

(105) *La République Française*, samedi 4 février 1882.

(106) *L'Union*, lundi 30 janvier 1882. « Revue Financière ».

Le Figaro aussi parle de « ceux qui ont la prétention de faire croire qu'il sont des sauveteurs, quand ils restent ce qu'ils ont toujours été, des étranglants » (107). De même, *Le Charivari* souligne que « ce sont les valeurs de l'Union Générale qu'on vise et qu'on veut démolir » : il affirme qu'il s'agit « d'ignobles représailles », mais qu'il vaut mieux en taire les auteurs (108). *Le Soleil* affirme : « Les vendeurs ont porté tout le poids de leurs efforts sur le groupe de l'Union Générale visé(...) par un certain groupe de spéculateurs » (109) ; mais il précise que « la haute Banque a très peu spéculé sur les valeurs » (110), alors qu'au contraire *Le Monde* explique la crise par l'action de la haute Banque qui « veut se débarrasser de la spéculation moyenne » (111). *L'Univers* désigne comme auteur de la débâcle « un groupe de banquiers ennemis dont le concours et la bienveillance n'ont jamais été acquis aux affaires françaises » (112) et s'en prend à « l'ennemi commun, israélite et germanique, antifrançais s'il en fut » (113). Pour *Le Pèlerin*, aucun doute n'est possible : le désastre a été « préparé » par une coalition puissante de juifs qui « avait juré de détruire l'établissement qui menaçait leur monopole » (114). *Le Pays* voit également dans la catastrophe l'œuvre des juifs : « ce troupeau de juifs qui nous envahit, qui nous enlace et qui nous presse, a montré ce qu'il pouvait contenir de fiel et le moyen qu'il savait employer pour le répandre » (115).

Enfin pour d'autres, l'ennemi a un nom : Lebaudy ou Rothschild. L'attitude de Rothschild — qui quelques années plus tard, le délire antisémite se développant, sera aux yeux de tous l'auteur de la crise — est diversement appréciée. Il y a d'abord ceux qui louent, et ces louanges n'ont pas le même sens selon qu'elles viennent de la presse républicaine ou de la presse royaliste. A droite, deux journaux félicitent Rothschild : *Le Clairon* et *Le Soleil*. Celui-ci accueille très favorablement l'intervention de Rothschild : « En même temps qu'elle apportait le concours de sa haute influence et de ses capitaux pour faire aboutir cet arrangement, la maison de Rothschild intervenait non moins utilement près du Ministre des Finances... » (116). Plus étonnante est l'approbation du *Clairon* quand on se souvient des liens qui l'unissaient à l'Union Générale. Se réjouissant de l'accord passé entre les banquiers pour apporter aide à la place, Armand Yvel écrit :

« On cite la maison Rothschild comme ayant participé dans une large proportion à l'œuvre entreprise sur l'initiative de la Banque de Paris. Ceci ne m'étonne point. On a toujours trouvé cette maison au premier plan, chaque fois qu'il a fallu agir dans l'intérêt général » (117).

Après l'arrestation de Bontoux et Féder, *Le Clairon* continue à louer Rothschild :

« La maison de Rothschild mérite d'être citée. Elle a apporté un secours énorme à la liquidation et montré une grande bienveillance en reportant plusieurs

(107) *Le Figaro*, jeudi 26 janvier 1882. « La Bourse ».

(108) *Le Charivari*, lundi 23 janvier 1882. « La semaine de la Bourse ».

(109) *Le Soleil*, vendredi 20 janvier 1882. Bulletin Financier, L. Reymond.

(110) *Ibid.*, lundi 30 janvier 1882. « Revue financière », L. Reymond.

(111) *Le Monde*, jeudi 19 janvier 1882. « Chronique financière », E. Pellerin.

(112) *L'Univers*, dimanche 22 janvier 1882.

(113) *Ibid.*, mardi 24 janvier 1882. « Bulletin financier ».

(114) *Le Pèlerin*, samedi 11 février 1882. « Histoire... ».

(115) *Le Pays*, jeudi 16 février 1882, Paul Duché.

(116) *Le Soleil*, lundi 30 janvier 1882. « Revue Financière ».

(117) *Le Clairon*, mardi 24 janvier 1882. « La crise financière », A. Yvel.

maisons de coulisse avec lesquelles elle n'était même pas en relation d'affaires » (118).

Du côté des républicains aussi, il y a des laudateurs de Rothschild : *Le Journal des Débats* et *Le Charivari*. Le bulletinier du *Journal des Débats*, Jules Paton, fait valoir le rôle positif de la haute Banque et « la haute et libérale coopération de MM. Rothschild » (119) ; quelques jours plus tard, il célèbre à nouveau la maison Rothschild :

« C'est avec plaisir qu'on recueille une bonne parole comme celle de M. le baron Alphonse de Rothschild : « Mais il faut absolument venir au secours de tous ces braves gens-là » (120).

Lorsqu'il est question de l'accord entre un syndicat de banquiers et l'Union Générale, *Le Charivari* écrit :

« Honneur, trois fois honneur en soit rendu à la maison Rothschild et aux établissements de crédit qui, de concert avec elle, ont sauvé la place de l'effroyable désastre qui la menaçait ! Que dis-je la place ! C'est le crédit même de la France qui allait peut-être se trouver compromis... » (121).

Seuls *Le Pèlerin* et *Le Citoyen* prennent Rothschild à partie ; mais les motifs de leur hostilité sont tout différents. Au nom d'une foi vive, mais naïvement défendue, *Le Pèlerin* attaque dans les juifs l'ennemi religieux, en dehors de toute question financière ; il est assez indépendant du monde des affaires pour se permettre de s'en prendre à celui que même *L'Univers* salue : Léon Say. Pour Guesde, Rothschild est le symbole de cette féodalité financière contre laquelle il mène une lutte incessante. Le mot de Heine — des années 1840 — : « l'argent est le dieu de notre temps et Rothschild est son prophète » (122), est toujours à la mode. Incapables d'imaginer ce que la haine raciale peut susciter, totalement inconscients des conséquences nécessairement réactionnaires de l'antisémitisme, les socialistes ne voient dans l'antisémitisme populaire qu'une force anti-capitaliste. Voulant l'utiliser dans un sens révolutionnaire. Guesde excite l'opinion contre Rothschild, l'exploiteur capitaliste (123). Sa « petite histoire » du krach incriminant Rothschild mérite d'être longuement rapportée :

« Cette finance catholique(...) s'était, dès sa constitution, *croisée* contre la finance juive. Ce duel a rempli l'histoire de la Bourse depuis un an. Et avant de s'effondrer dans le krach du 19 janvier, avant d'avoir rencontré son Waterloo final, le capitalisme seizemayeux, qui opérait au nom du Roy et de la très Sainte-Trinité, sinon à leur profit, avait entassé Marengo sur Austerlitz.

(118) *Le Clairon*, vendredi 3 février 1882.

(119) *Le Journal des Débats*, mardi 24 janvier 1883. « Bulletin financier ».

(120) *Le Journal des Débats*, lundi 30 janvier 1882. « Bourse de Paris, Revue de la Semaine ».

(121) *Le Charivari*, lundi 23 janvier 1882. « La semaine de la Bourse ».

(122) Cité par Helmut HIRSCH, « Marxiana Judaica ». *Cahiers de l'Institut de Sciences Economique Appliquée*, 1962. Etude de Marxologie, 7, p. 31.

(123) Guesde n'innove pas ; R. ROSDOLSKY signale (dans « La N. Rh. Z. et les Juifs ») une référence élogieuse d'Engels à un pamphlet français : « *Histoire édifiante et curieuse du Rothschild 1^{er}, Roi des Juifs* », paru dans *The Northern Star* du 5 septembre 1846, et une correspondance — qui se veut drôle — sur « Sa Sainteté hébraïque, Rothschild », parue dans la *Neue Rheinische Zeitung* du 27 octobre 1848. Plus tard, Engels dénoncera l'antisémitisme qui se développe en Allemagne, en Autriche et en Russie.

LA PRESSE DEVANT LE KRACH D'UNE BANQUE CATHOLIQUE

Les Rothschild avaient été battus à plusieurs reprises, si battus même qu'un des leurs, « nettoyé » de 80 millions d'un seul coup, s'était fait sauter littéralement(...) (124).

Et il n'était pas douteux qu'une fois au pouvoir dans la personne de leur homme d'affaires, une fois maîtres du gouvernement par M. Léon Say, les Rothschild prendraient leur revanche.

Cette revanche — dans laquelle les badauds seuls verront un acte de justice — c'est la faillite du Bontoux d'abord, c'est son transfert au dépôt ensuite, en attendant le jugement » (125).

En outre, *Le Citoyen* titre en première page : « Le Ministère Rothschild », le 30 janvier ; « La République des Rothschild », le 3 février ; « La revanche des Rothschild », le 5 février ; « La souveraineté des Rothschild », le 19 février. Guesde et Massard multiplient les expressions : « le roi du capitalisme : Rothschild », « M. Rothschild l'a voulu », « Sa Majesté Rothschild », « l'usure juive ». Bien que les socialistes aient souvent précisé qu'il n'y avait là que de l'anticapitalisme, la confusion existait dans l'esprit du public, déjà soumis à une propagande incessante de l'extrême-droite.

ROTHSCHILD ET L'OPINION.

L'interprétation du krach la plus connue est celle que Bontoux en donna dans son livre, six ans après le jour

« Où la société de l'Union Générale tombait sous les coups de la coalition juive et maçonnique ; les forces juives et maçonniques pouvaient triompher sur le champ de bataille de la Bourse comme elles l'ont fait du 10 au 19 janvier 1882 grâce aux folies qui furent alors commises au nom de l'Union, écrivait-il. Toutefois, ainsi que cela est aujourd'hui prouvé et bien connu, la vaincue ne serait pas morte de ses blessures(...) Exsangue, mais vivante encore, elle allait échapper au guet-apens de la première armée ennemie, lorsque la deuxième est entrée en lice. A l'heure voulue, la maçonnerie gouvernementale s'est mise aux ordres de la puissance juive » (126).

Cette interprétation avait été popularisée par Drumont, dans *La France Juive* : « ...les catholiques candides comme toujours, furent attirés dans un piège pour être dépouillés et déshonorés par les Rothschild avec la complicité du gouvernement » (127). « Ce fut Humbert, le garde des Sceaux franc-maçon, qui fut l'instrument des Juifs » (128).

Une brochure parue en 1882 même : *La crise financière et la maison Rothschild*, jugeait Rothschild seul responsable de la faillite :

« L'Union Générale avec ses augmentations successives de capital, ses relations considérables en Autriche-Hongrie, sa clientèle fidèlement dévouée et les nombreuses sociétés nées d'elle, pouvait devenir pour la banque allemande une

(124) Edmond de Rothschild, petit-fils du « fondateur » de la dynastie James de Rothschild, s'était suicidé en 1881.

(125) *Le Citoyen*, dimanche 5 février 1882. « La revanche des Rothschild », Guesde.

(126) BONTOUX, *op. cit.*, p. 138.

(127) *La France Juive*, *op. cit.*, t. 2. p. 98.

(128) *Ibid.*, p. 100.

concurrente redoutable. L'Union Générale semblait une menace, elle devait disparaître. La haute Banque entreprit la lutte » (129).

Après un rapide coup d'œil sur les affaires des Rothschild, l'auteur, M. Henry, conclut

« Que la maison Rothschild ne faisant d'affaires qu'avec l'étranger, elle seule avait intérêt à perdre l'Union, qui, par la suite, pouvait devenir une rivale gênante ; que la maison de Rothschild seule a perdu l'Union et occasionné la crise financière que nous traversons » (130).

Une autre brochure, également parue en février 1882 : *La vérité sur la crise financière* (131), impute le krach à Rothschild. L'auteur, Edouard Blée, s'élève contre l'oligarchie juive-allemande dirigée par Rothschild, et s'en prend à la presse qu'il dit être à leur solde : *Les Débats* et *Le Figaro*. Mais une brochure parue à quelques jours d'intervalle, *Etude sur la crise financière de 1882* (132), salue la banque Rothschild « la plus honnête, la plus sage et la plus puissante maison du continent » (133).

Chacun sa vérité. En tout cas, les accusations qui allaient se multiplier, se colporter, sans qu'un fait vienne les appuyer, sont nées dès 1882. Il est cependant remarquable qu'en dehors du *Pèlerin* et du *Citoyen* — dont l'indépendance ne peut être mise en doute — elles s'exprimèrent dans des brochures et non dans la presse.

CRISE FINANCIÈRE ET CRISE POLITIQUE.

L'explication courante du krach associe l'affirmation d'une vengeance des républicains à celle du guet-apens boursier. A l'exception du *Soleil*, la presse de droite ne trouve pas assez de mots pour stigmatiser les « passions malsaines », « l'animosité », « la férocité », « l'infâmie », « la scélératesse », « la lâcheté », « les haines misérables et iniques » des républicains. Rendant compte de l'interpellation du député Salis, *Le Monde* parle des « applaudissements ironiques », des « exclamations », des « ricanements grossiers », de « la joie furieuse » de la majorité républicaine, à qui « les distinctions équitables et la loyauté importent peu » (134). Il accuse la Justice : l'arrestation de Bontoux et Féder a été « hâtive », « injustifiée et inexplicquée ». Sans cette précipitation, « l'on pouvait encore, sinon conjurer entièrement le désastre, tout au moins l'étendue et les conséquences » (135). Cet empressement du gouvernement est jugé comme ressemblant fort « aux violences de l'esprit de parti et aux calculs honteux d'une hostilité sordide » (135). Dans *La Défense*, Hairdet affirme que l'arrestation de Bontoux et Féder est une « manœuvre abominable » (136) sans laquelle des mesures qui auraient pu limiter les conséquences du désastre auraient été prises. « La haine politique » est le principe de la « fureur » des Républicains, fureur qu'accompagnent des « cris de

(129) *La crise financière...*, p. 3. (Paris, Librairie Moderne, 1882, 16 p.).

(130) *Ibid.*, p. 13.

(131) Paris, Imprimerie spéciale du journal *La Bourse*, fév. 1882, 45 p.

(132) Paris, Librairie Nouvelle, 1882, 50 p. Texte de Georges Ebstein, daté du 14 février 1882.

(133) *Ibid.*, p. 6.

(134) *Le Monde*, samedi 4 février 1882.

(135) *Le Monde*, lundi 6 et mardi 7 février 1882.

(136) *La Défense*, jeudi 9 février 1882. « Une observation préalable ».

joie cynique » (137). Hairdet s'indigne de la « joie féroce (des) journaux de l'athéisme et de la Révolution qui demandent la tête des directeurs de l'*Union* et de l'*Univers* et celle des autres personnages jusqu'ici fort honorablement connus qui forment le conseil d'administration » (138). *Le Clairon* condamne avec vigueur l'attitude du gouvernement : « la ruine de l'Union est une œuvre de parti, une œuvre ministérielle et républicaine » (139). La faillite pouvait être évitée, répètent L. Germain et Cornély :

« Quarante-huit heures de patience, et les actionnaires se réunissaient, et le Conseil leur demandait de verser 375 francs par titre(...) L'Union faisait face à ses engagements. Elle touchait en outre, une somme énorme produite par l'émission des actions nouvelles(...) Elle était sauvée. Elle triomphait de ses ennemis. C'est ce qu'il fallait empêcher à tout prix, et c'est ce qu'on a empêché » (140).

« Si le souci de la « moralité financière » avait seul décidé le Ministère à poursuivre l'Union Générale, MM. Bontoux et Féder ne seraient pas seuls à la Conciergerie » (141).

Pour *Le Figaro*, « la politique n'est pas étrangère à l'événement » ; ce qu'on veut atteindre, précise-t-il, ce n'est pas « une Banque mais une certaine Banque. Si elle n'était pas catholique, est-il croyable qu'on y eut mis autant d'acharnement ! ». Il demande que les poursuites soient étendues : « Mais pour jouer, pour parier, pour tripoter enfin, il faut être au moins deux ! On poursuit l'Union Générale(...) mais ceux qui l'ont ruinée ?(...) Faut-il croire qu'il suffit d'avoir perdu pour être un fripon, et d'avoir gagné pour être un honnête homme ? ». Bref, l'action judiciaire ressemble à une vengeance politique (142). *Le Pèlerin* s'indigne de « la série d'iniquités par laquelle MM. Freycinet-Say ont prêté la main aux juifs » (143), et de l'injustice républicaine qui poursuit Bontoux mais n'a pas inquiété Savary. Il réaffirme pendant un mois la puissance de la coalition juive et l'animosité du gouvernement poussé par les « rouges ».

Quelque coupable que l'Union Générale apparaisse aux yeux de Cassagnac et de son équipe, l'attitude de la Justice républicaine n'en est pas moins jugée scandaleuse, et Humbert est violemment pris à partie :

« Nous demandons au gouvernement pourquoi ses rigueurs se sont exercées sur les uns et ses bontés sur les autres ?(...) On a menti, on a été impudent, cynique, mais l'on s'est payé une bonne petite vengeance, mais l'on a satisfait une passion bien malsaine, bien malpropre, mais l'on est heureux, fier et pimpant ! Vous êtes un farceur, M. Humbert ! » (144).

Jour après jour, *Le Pays* dénonce « l'infamie commise par le gouvernement » (145), le « mensonge » (146), les « haines misérables et iniques d'un gouvernement qui, impuissant à désarmer les conservateurs, s'en prend à leur

(137) *La Défense*, lundi-mardi 20-21 février 1882.

(138) *La Défense*, jeudi 9 février 1882.

(139) *Le Clairon*, dimanche 5 février 1882. « L'affaire de l'Union Générale », Louis Germain.

(140) *Le Clairon*, lundi 6 février 1882. « Les infâmies des modérés », Jules Cornély.

(141) *Le Clairon*, samedi 4 février 1882. « L'affaire de l'Union Générale », Louis Germain.

(142) *Le Figaro*, lundi 6 février 1882. « Les miettes de la politique ».

(143) *Le Pèlerin*, samedi 11 février 1882. « Aurons-nous la paix ? ».

(144) *Le Pays*, lundi 6 février 1882. « Vous êtes un farceur, M. Humbert ! », P. Duché.

(145) *Ibid.*, jeudi 16 février 1882, P. Duché.

(146) *Ibid.*, jeudi 9 février 1882. « Un démenti ».

fortune... » (147). Duché invite ses lecteurs à tirer les leçons des « cris de contentement » et des « danses » que « la bande » républicaine exécute sur les ruines ; « ses exclamations bruyantes, ses rires, ses trépignements, tout ce débordement de joie criminelle sont pleins de révélations, pleins d'avertissements » (148). Il conclut que le gouvernement a donné « la mesure de sa scélératesse et de sa lâcheté » (149). Face à l'interpellation de Salis, *Le Soleil* juge qu'« il n'a été que trop apparent qu'en manifestant la vive alarme que lui causait la crise financière, il était surtout désireux d'en faire retomber la responsabilité sur les agents de change, sur les catholiques, sur tous les adversaires des institutions actuelles », mais il ne s'indigne pas de l'action du gouvernement et ne la condamne pas ; la réponse du Garde des Sceaux Humbert est approuvée, jugée « digne et convenable, exempte de passion surtout » (150).

La Justice est aussi mise en cause par Guesde qui écrit :

« Il serait aujourd'hui de toute impossibilité de dire pourquoi et comment le Bontoux est en route pour Mazas alors que le Savary continue à siéger au Palais-Bourbon.

Dans le cas actuel(...), la Justice de nos gouvernants a eu d'autant moins de peine à se dérouiller que les victimes à choisir et à frapper étaient « l'ennemi » à double titre.

Il n'est personne qui ne sache que l'Union Générale, aujourd'hui en faillite et demain en police correctionnelle, était une institution tout ce qu'il y a de plus clérico-monarchique. Son conseil d'administration avait été pris parmi les débris du 16 mai ; c'était la fleur du panier mac-mahonien ; et, si à l'abri que puisse être la bourgeoisie républicaine d'un retour offensif des Ducs et compères d'alors, il ne pouvait que lui être agréable de faire payer ses angoisses de quatre mois à ceux qu'elle n'avait pas osé décréter d'accusation » (151).

Dans l'ensemble, les journaux républicains jugent que les poursuites sont parfaitement justifiées, encore qu'elles soient insuffisantes. *Le Citoyen*, *Le Radical* et *L'Intransigeant* réclament une extension des poursuites car il est évident que Bontoux et Fédér ne sont pas seuls coupables. Deux autres raisons renforcent la méfiance de ces journaux à l'égard de la justice : les poursuites n'aboutiront pas et, surtout, le régime fait aux prisonniers Bontoux et Fédér est un régime de faveur, fort doux. *Le Radical* évoque Bontoux et Fédér qui « font meubler confortablement les cellules 22 et 24, reçoivent les membres de leur famille, leurs amis, et commencent à se faire à l'ordinaire que leur prépare un petit restaurateur du boulevard du Palais » (152). Et *Le Radical* s'étonne à peine de la mise en liberté :

« La République est bonne fille. Elle fait risette à ceux qui, jadis, la violaient et ne sait rien leur refuser. Elle avait dit, bien haut, il faut un exemple. MM. Bontoux et Fédér resteront en prison(...) Et voilà, MM. Bontoux et Fédér rendus à leurs chères expériences financières » (153).

(147) *Ibid.*, mardi 7 février 1882. « Les désastres financiers », Destrelle.

(148) *Ibid.*, jeudi 9 février 1882. « Instruisons-nous ! », P. Duché.

(149) *Ibid.*, jeudi 16 février 1882.

(150) *Le Soleil*, vendredi 3 février 1882. « Echos parlementaires ».

(151) *Le Citoyen*, dimanche 5 février 1882.

(152) *Le Radical*, lundi 6 février 1882.

(153) *Ibid.*, dimanche 19 février 1882.

L'Intransigeant ne se fait aucune illusion sur les poursuites ; d'abord, il est sûr qu'elle épargneront M. de Broglie, par exemple ; d'autre part, peut-on appeler prisonniers Bontoux et Féder qui

« Sont entourés... de leur mobilier particulier, se chauffent devant un bon feu, assis tranquillement dans d'excellents fauteuils, et font venir du restaurant de délectables repas.

Combien de malheureux travailleurs se croiraient dans le paradis de Mahomet s'ils avaient pour logis la cellule confortable qui sert au président et au directeur de l'Union Générale » (154).

Rochefort dans un long article titré « Les Turcarets », rappelant le sort de ceux pour qui « le départ s'appelle la déportation », définit le sens des poursuites :

« Au premier moment, pour calmer la foule exaspérée, on a conduit à la Conciergerie les directeurs de l'Union Générale et laissé courir le bruit que les administrateurs de cette Banque bénie par le Pape allaient être plongés dans les cachots. Il n'en était rien et il n'en sera rien(...) Le procès Bontoux finira comme la Banque de ce nom, en os de boudin » (155).

Le Proletaire, qui ne s'intéresse pas au krach, l'évoque pourtant à plusieurs reprises, pour flétrir la criante injustice de la justice de classe. Il s'agit de montrer que le gouvernement organisé par les bourgeois, fonctionne à leur seul profit, et de persuader les ouvriers que « chacals de l'extrême-gauche » et « batraciens opportunistes » (156) sont, au même titre, leurs ennemis. Par exemple, Deynaud compare l'attitude du gouvernement devant le syndic des agents de change et les réclamations des grévistes de la Grand'Combe (157). Il rappelle ailleurs l'impunité dont ont bénéficié « les hommes de Mai » pourtant convaincus de haute trahison, celle dont jouissent « les tripoteurs financiers, les Philippart, les Bontoux et les députés membres des conseils d'administration de sociétés financières » ; il oppose à l'impassibilité de la magistrature face aux « cascades de l'opportuniste Savary, député », et « aux détournements » de Paul Bert, *ex-ministre*, la condamnation prononcée contre l'ouvrier Fournière, du Comité National du Parti Ouvrier, pour son action en faveur des grévistes (158). Paul Brousse revient sur ce cas ; ayant appris que Fournière ne peut avoir en prison ni livres, ni encre, ni papiers et qu'il est indignement nourri, Brousse met en parallèles le sort de Bontoux recevant toutes les visites qu'il désire et choisissant son menu ou ses livres : « Mais nous devons nous borner, conclut-il, à écrire ces faits à la page *crédit* du grand livre bourgeois, nous réservant de rétablir la *balance* à la révolution prochaine » (159).

Le Citoyen tout en s'intéressant à l'affaire marque une certaine distance, dont une des causes est la certitude que justice ne sera pas faite, que l'affaire n'aura pas d'aboutissement :

(154) *L'Intransigeant*, mercredi 8 février 1882. Cf. les articles sur le même thème du dimanche 5, lundi 6 et dimanche 12 février 1882.

(155) *L'Intransigeant*, vendredi 10 février 1882.

(156) *Le Proletaire*, samedi 15 avril 1882. « Liberté, Egalité, Fraternité », S. Deynaud.

(157) *Le Proletaire*, samedi 4 février 1882. « Bourgeoisisme », Deynaud.

(158) *Ibid.* « Liberté, Egalité », *art. cit.*

(159) *Le Proletaire*, samedi 2 avril 1882. « La prison de Fournière ».

« Bien que deux échantillons de cette crème aient quitté le Dépôt où l'on consigne les valeurs et les comptes-courants, pour habiter celui où l'on enferme les voleurs et les financiers francs-filants, nous n'en sommes pas moins convaincus que cette affaire tombera dans l'eau et qu'il se trouvera avec les boursicotiers des accomodements » (160).

Guesde exprime lui aussi un total scepticisme quant à ces poursuites :

« L'arrestation de temps à autre de deux financiers ne vise qu'à persuader aux naïfs que tous les financiers laissés en liberté sont la crème des honnêtes gens(...) C'est toujours la même tactique bourgeoise : sacrifier quelques hommes au salut des institutions ou de la classe ; limiter, personnaliser les responsabilités de l'ordre actuel en créant quelques boucs émissaires de l'Israël capitaliste » (161).

Aussi peu sincère et sérieuse que ces poursuites, est, selon Guesde, l'indignation de la bourgeoisie dont la sévérité est pourtant explicable :

« C'est la colère contre l'éveil ainsi donné à l'opinion, c'est le désir d'étouffer l'affaire, d'en finir vite, pour qu'elle ne se complique pas(...) »

On n'a pas idée d'un Bontoux qui se laisse prendre la main dans le sac et qui, par des « excès » de spéculation, appelle l'attention populaire sur la spéculation elle-même et ses mystères ultra-fructueux ! » (162).

S'interroger sur les poursuites, amène à poser la question du rapport de l'Union Générale avec Gambetta. Nous avons noté diverses attaques formulées par les journaux catholiques contre Gambetta, et l'approbation par *La République Française* — dont Gambetta avait repris la direction le 1^{er} février 1882 — des poursuites contre l'Union Générale. Il est utile de rappeler le jugement de Bontoux sur Gambetta :

« Il n'était point l'ami de notre société, et pourtant, il n'eût pas permis l'iniquité qui l'a détruite. J'affirme qu'il n'eut point autorisé l'assassinat juridique de l'Union et de son président » (163).

Malheureusement, Bontoux ne précise pas ce qui lui permet d'affirmer. Avant que ne paraisse l'ouvrage de Bontoux, Drumont avait formulé une opinion voisine :

« Gambetta était du groupe qui jouait à la baisse contre l'Union ; il souhaitait donc qu'elle perdît beaucoup d'argent, mais une fois la liquidation faite et ses bénéficiaires assurés, il se prononça contre tout projet d'arrestation et de poursuites. Quoique engagé très avant dans la politique juive, il ne consentit pas à la servir d'une si odieuse façon contre des Français. Ce fut très probablement une des causes déterminantes de la chute du Grand Ministère » (164).

(160) *Le Citoyen*, samedi 4 février 1882. « La fleur du panier », Massard.

(161) *Ibid.*, dimanche 5 février 1882. « La revanche des Rothschild ».

(162) *Le Citoyen*, lundi 6 février 1882. « Pudeur bourgeoise ».

(163) BONTOUX, *L'Union(...)*, *op. cit.*, p. 141.

(164) DRUMONT, *La « France juive » devant l'opinion*. Paris, Marpon et Flammarion, 1886, 308 p. (p. 74).

C'était encore la conviction de Chirac qui dédia *Les Rois de la République* à Gambetta, le « grand citoyen dont l'œuvre patriotique a été désorganisée et la carrière politique évidemment abrégée par la coalition des juiveries » (165). Mais, d'autre part, Georges de Pascal, dans un des très nombreux pamphlets antisémites de la fin du XIX^e siècle parle de l'« orgie juive qui bat son plein avec la dictature de Gambetta » (166). Et Drumont, ayant peut-être oublié qu'il avait attribué la chute de Gambetta aux juifs, publie en 1892 dans *La Libre Parole*, un article de A. de Boisandré : « Gambetta juif » (167).

Ces textes posent, en même temps que la question controversée des rapports Bontoux-Gambetta, celle de l'attitude de la haute Banque face aux projets économiques et financiers de Gambetta. Il semble bien que Gambetta ait profondément inquiété les milieux d'affaires ; la presse — en particulier, dans les bulletins financiers — ne lui a ménagé ni les critiques, ni les avertissements, ni les menaces. Et peut-être plus probant encore que ces craintes est l'accueil fait à Léon Say : soulagement, allégresse... *L'Univers*, *Le Monde*, *Le Clairon*, *Le Soleil* insistent tous sur la confiance que le monde des affaires place en Léon Say. *Le Clairon* parle d'une Bourse « en liesse » (168) à l'annonce de la nomination de Léon Say ; *L'Univers* confirme : « l'allégresse est au comble » (169). La veille de l'entrée de Léon Say dans le Ministère Freycinet, Louis Reymond note dans la « Revue financière » du *Soleil* une détente à la Bourse, qu'il attribue à l'espoir que le monde financier met en L. Say, tant à cause de son expérience des affaires que de ses relations avec la haute Banque (170). *Le Pèlerin* est seul, à droite — nous l'avons signalé — à s'élever contre Léon Say, « l'homme des Rothschild ». A gauche, *Le Citoyen* attaque violemment : « M. Rothschild l'a voulu ! M. Léon Say aura la haute manipulation de l'argent des contribuables. Le ministre percevra ; le financier agiotera » écrit Massard (171). Guesde dénonce les Intransigeants qui, en faisant tomber Gambetta, ont fait le jeu des « éternels crapauds » du centre :

« En même temps qu'il nous enfonçaient de plus en plus dans la vase conservatrice, ils travaillaient pour le roi des rois de Prusse et d'ailleurs : sa Majesté Rothschild appelée à gouverner dans la personne de M. Léon Say(...) »

Ils ont inscrit, à l'actif de la liberté, leur marotte, les 75 centimes de hausse par lesquels la Bourse a salué la livraison des Finances de la France à l'homme d'affaires de la Juiverie financière » (172).

Le Journal des Débats est rassuré (173) ainsi que *Le Petit Journal*, et *Le Charivari*.

Les préférences du monde des affaires sont donc fort claires mais la question plus précise de l'attitude de Gambetta vis-à-vis de Bontoux reste sujette à caution. Chirac, Drumont, Bontoux ont dit que Gambetta avait été en quelque sorte la

(165) Auguste CHIRAC, *Les Rois de la République. Histoire des juiveries ; synthèse historique et monographies*, Paris, Arnould, 1883, 399 p.

(166) Georges de PASCAL, *La juiverie*, Paris, Henri Gautier, 1887, XII-126 p. (p. 38) ; le R. P. Pascal écrivait dans *La Croix*.

(167) *La Libre Parole*, lundi 26 décembre 1892.

(168) *Le Clairon*, mardi 31 janvier 1882. « La crise financière », A. Yvel.

(169) *L'Univers*, mardi 31 janvier 1882. « Bulletin financier ».

(170) *Le Soleil*, lundi 30 janvier 1882.

(171) *Le Citoyen*, lundi 30 janvier 1882. « Le Ministère Rothschild ».

(172) *Le Citoyen*, vendredi 3 février 1882. « La République des Rothschild ».

(173) Léon Say avait épousé la fille de Bertin, propriétaire des *Débats*.

première victime de l'affaire. Pour Beau de Loménie, il est certain qu'en visant Bontoux, les financiers du centre-gauche visaient avant tout Gambetta (174). Des preuves ? Il n'y en a pas. Peut-on considérer comme une preuve ce qu'Allain-Targé aurait confié, longtemps après : « c'est seulement lorsque la finance juive se fut rendue compte qu'elle ne trouverait pas dans le « Grand Ministère » l'instrument de ses projets qu'elle prit la résolution de le faire tomber » (175). En tout cas, il importe de remarquer qu'au moment même, tout un courant d'opinion fut certain que la chute de Gambetta ne s'était pas faite sur la question du scrutin de liste.

* * *

CONCLUSIONS.

« Le scandale, écrivit plus tard Arthur Meyer, était entré à l'Élysée avec l'affaire Wilson, au Palais de Justice, avec l'affaire de l'Union Générale » (176). La faillite de l'Union Générale fut, en effet, pour les contemporains, un scandale.

Sous le titre : « Le scandale », *Le Clairon* rappelait que la fin du règne de Louis-Philippe et celle de l'Empire avaient été marquées par « des symptômes funestes », annonceurs de catastrophes. Selon Marc Gérard, 1882 présentait de nombreux traits identiques ; il manquait cependant « un trait qu'on trouve en 1846, en 1869, et qu'on trouverait à la veille de toutes les révolutions, si on prenait le temps et la peine de chercher, c'est le scandale » (177). Le procès du duc de Praslin sous Louis-Philippe et l'assassinat de Victor Noir avaient été plus nuisibles pour ces régimes que toutes leurs fautes politiques. « Aujourd'hui, ce que l'Empire et Louis-Philippe ont eu, la République l'a à son tour. Son scandale à elle, c'est la crise financière ». Marc Gérard admettait que cette crise ne tuerait pas plus la République que ne le ferait une manifestation de rue, mais qu'elle était « symptomatique d'une catastrophe » et il concluait : « on ne donnerait pas 1 % de la République en 1882 » (177). La crise perçue comme résultant de l'action des républicains, est un scandale ; mais celui-ci est porté à son comble, aux yeux de la droite, avec l'intervention de la Justice contre Bontoux : intervention jugée totalement injustifiée, véritable manœuvre politique, provocation.

Du côté républicain, on parle de scandale clérical. Que l'Église s'occupe d'affaires financières paraît aux républicains une inadmissible violation de la morale qu'elle enseigne ; qu'une Banque soit « une succursale de l'Église » est déjà un scandale pour Vacquerie ; mais que l'Église fraude, soit malhonnête en affaires : le scandale est « parfait ». *Le Clairon* sonnait le glas de la République ; *Le Rappel* sonne celui de l'Ordre Moral :

« Mais un fait acquis dès à présent, c'est la faillite de l'ordre moral. Voilà ce que font de l'argent de leurs actionnaires ceux qui avaient conspiré de faire de la France l'actionnaire du 16 mai. Ceux qui s'intitulaient « le gouvernement des honnêtes gens » organisent une affaire financière ; elle aboutit à une accusation d'abus de confiance. La Banque du trône et de l'autel, la Banque dont les titres étaient imprimés avec de l'encre bénite, la Banque où avant de signer un reçu, on se signait(...) est en prison » (178).

(174) Beau de LOMÉNIE, *Les responsabilités des dynasties bourgeoises*, II : *De Mac-Mahon à Poincaré*, Paris, Denoël, 1947, p. 72.

(175) Texte de *La Patrie*, 16 juin 1902, cité par J. BOUVIER, *Le krach...*, op. cit., p. 155.

(176) Arthur MEYER, *Ce que mes yeux ont vu*, op. cit., p. 54.

(177) *Le Clairon*, mardi 24 janvier 1882.

(178) *Le Rappel*, dimanche 5 février 1882. « Leur faillite », Vacquerie.

Le krach est donc un scandale à double visage. Mais s'il y a opposition radicale dans la perception globale des deux clans, il n'y a plus sur des questions de détails, cette simple symétrie fondée sur des *a priori* politiques. Certains jugements mis en avant dans telle fraction de la presse sont clairs, c'est-à-dire qu'ils s'intègrent d'une façon cohérente aux grandes options du journal ; d'autres, au contraire, apparaissent aberrants, non-conformes à ce qui pouvait être attendu. Ce dernier type d'attitudes ne pourrait être expliqué que par la connaissance du mode de financement des journaux. Ce sont tous ces aspects, moins essentiels, ne mettant pas en cause la vision globale du krach qui subissent le plus de transformations dans les années qui suivent. La vision d'ensemble se renforce par l'addition d'éléments nouveaux dont il est parfois difficile de préciser quand et où ils sont apparus. Ainsi, quand est née l'accusation de concussion contre le Garde des Sceaux Humbert ? En tout cas, les polémiques sur ce sujet sont vives en 1902, entre *Le Gaulois*, *La Libre Parole* et *L'Aurore*. On attribue de plus à Humbert la qualité de franc-maçon, jamais évoquée en 1882. On s'efforce aussi de faire de Féder et de Lœw des juifs. Tout cela donne à la thèse de la droite une grande cohérence.

Face à cette interprétation, quelle est la réponse de l'historien ? Bontoux a utilisé des moyens douteux, dangereux, et le résultat était bien fragile. Rothschild : s'il a agi contre l'Union Générale, son intervention n'a laissé absolument aucune trace ; et il y a des faits qui tendraient à faire rejeter cette hypothèse d'une intervention juive (ainsi la vente par la *Länderbank* de onze millions de titres, avant la fin de l'Union Générale). Quant à la portée de l'action de la Justice, elle est bien caractérisée par Bouvier : « L'Union allait mourir de sa belle mort. Peut-être simplement, se hâta-t-on d'enregistrer le décès » (179).

Les républicains se persuadent que la déclaration de faillite du 2 février n'a que constaté en droit, un état de fait, puisque les caisses de l'Union Générale ont été fermées le 28 janvier. Ils justifient leurs certitudes de février 1882 par l'*Arrêt de la Cour de Paris* du 19 mars 1883 déclarant que Bontoux et Féder « ont été des joueurs aveugles et sans scrupules, poursuivant, par tous les moyens, les gros bénéfices pour eux-mêmes, aussi bien que pour la société qu'ils représentent » et qu'ils « n'ont pas reculé devant la fraude » (180).

Chaque parti donc se renforce dans sa conviction et répète ses accusations. Les détails inventés au cours des années complètent l'explication, qui pourtant se simplifie ; en effet, il n'y a plus de nuances, plus de « pour » et de « contre », les éléments nouveaux sont tous de nature à étayer la thèse. Ainsi en 1882, tout en affirmant que la chute de l'Union avait été provoquée par des baissiers, la presse catholique reconnaissait quelques fautes du côté de Bontoux. Par la suite, Bontoux est innocent, tout est l'œuvre de Rothschild ; le rôle de Féder, Humbert, Lœw s'ajoute ; mais la thèse est parfaitement linéaire, si simple qu'on se demande si ceux qui la propagèrent y crurent vraiment. Devant l'ampleur de la dépression économique qui s'étendit pendant des années sur tous les pays industrialisés, comment la faute pouvait-elle être imputée à Rothschild ? Quelle qu'ait été la puissance qu'on lui attribuait, qui a pu croire que sa vengeance suffisait à provoquer une crise économique ? En janvier 1882, certes, la crise n'était pas perçue, les différentes faillites pouvaient être jugées accidentelles. Mais dix ans après, le fait que la disparité énorme entre le phénomène constaté et la cause qu'on lui supposait n'ait pas paru invraisemblable, montre la force des passions antisémites et l'efficacité du mythe. Mais le mot mythe, appliqué à l'image de la prépotence

(179) Jean BOUVIER, *Le krach...*, *op. cit.*, p. 178.

(180) Reproduit dans Louis LOEW, *Une page d'histoire financière*, *op. cit.*, p. 222.

des juifs pose bien des problèmes. Les mythes concernant les personnes ne s'élaborent-ils pas en effet comme des éléments de justification, de glorification d'un pouvoir ; et ce qu'il peut y avoir d'illusion, de falsification dans l'image vise à accroître la puissance de l'individu. Or là nous nous trouvons devant une image *façonnée par les adversaires*, image construite, qui se veut explicative, qui est étrangement ambiguë, « valorisante » en partie. Un homme comme Bontoux devait éprouver à l'égard de Rothschild ce que le héros de Zola, Saccard, ressentait devant Gundermann :

« Il dressait le réquisitoire contre la race, cette race maudite qui n'a plus de patrie, plus de prince, qui vit en parasite chez les nations, feignant de reconnaître les lois, mais en réalité n'obéissant qu'à son Dieu de vol, de sang et de colère ; et il la montrait remplissant partout la mission de féroce conquête que ce Dieu lui a donnée(...) Ah ! les gueux ! Saccard semblait pris d'une rage d'autant plus grande qu'il les admirait, qu'il leur envoyait leurs prodigieuses facultés financières, cette science innée des chiffres, cette aisance naturelle dans les opérations les plus compliquées, ce flair et cette chance qui assurent le triomphe de tout ce qu'ils entreprennent » (181).

L'analyse de la presse montre comment cette image du cas Rothschild s'alimente et trouve à s'étendre ; elle prouve aussi combien est tenace la croyance en une affinité du judaïsme et de l'argent. Les polémiques sur cette affaire d'argent se déroulent dans presque tous les journaux autour de questions politico-religieuses ; les socialistes sont à peu près les seuls à revenir à la véritable question. Au delà de cet événement qu'est le krach, au delà de la personnalité singulière de Bontoux, ils cherchent la signification véritable de l'affaire. En faisant de ce scandale financier un produit du régime économique, le moment où même aux yeux des moins clairvoyants, les rapports sociaux apparaissent dans leur vérité, ils ont voulu donner une explication générale. Pour la presse conservatrice, il s'agit d'un accident, dont quelques individus sont responsables, aux yeux de certains, tandis que pour d'autres, c'est la forme politique du régime. Mais, le moralisme affiché par les socialistes est bien proche de la morale bourgeoise — à l'exception de certaines notations de Guesde sur le sens de la réprobation, par exemple — et l'anticapitalisme est sommaire. En outre, ils ont, comme l'ensemble de leurs contemporains, manqué de discernement ; obnubilés par le fracas boursier, ils ne se sont pas interrogés sur les suites de cet accident. Et pendant longtemps la presse continuera à expliquer la crise par des facteurs psychologiques, c'est-à-dire qu'elle ne parviendra pas à l'expliquer ; c'est pourquoi elle ne pourra donner à toutes les interrogations que des réponses polémiques, substituant à une analyse, des justifications idéologiques.

Jeannine VERDÈS
C.N.R.S.

(181) Emile ZOLA, *L'Argent*, Paris, Charpentier, 1891.